

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 291
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
2 au 15 juin 1979

La fièvre de l'or, symptôme de la gangrène du capitalisme

L'or à 300 dollars l'once ! Une once qui grimpe chaque jour de 2 à 5 dollars ! Et ceci au moment même où le dollar semble se raffermir par rapport au mark et au yen. La « ruée vers l'or » et tous les métaux plus ou moins

précieux — même l'argent a fait un bond de près de 40 % depuis janvier 79 sur le marché de Londres — a bel et bien repris, comme au temps des soubresauts monétaires de 1971 et de l'envolée des matières premières en 1973-74.

N'est-il pas piquant de voir qu'à l'époque de l'exploration de Mars et de Vénus et de la technique la plus échevelée, le capitalisme condamne la société, au moindre soubresaut, à se précipiter sur l'or pour le mettre en jarres, comme au temps de Crésus ? La critique marxiste voit dans cette fièvre l'aveu que le secret de la course folle du capitalisme, de sa science et de sa technique prostituées, n'est pas la recherche de la valeur d'usage, c'est-à-dire la satisfaction des besoins sociaux, comme il s'en vante présomptueusement, mais bien la poursuite de la valeur d'échange, dont l'expression parfaite est l'or, monnaie par excellence, parce que **marchandise par excellence**.

La résolution dialectique de cette contradiction réside dans la destruction du caractère de valeur d'échange du produit du travail humain, afin qu'il assure pleinement son caractère de valeur d'usage, harmonieusement mise au service de

l'homme social. Mais cela suppose la destruction de l'échange, du marché — et par conséquent avec eux du profit et du salaire —, par la centralisation et la répartition universelle de toutes les richesses sociales. C'est contre cette solution que le capitalisme se défend avec toute la force de ses Etats monstrueusement cuirassés qui veillent sur les rapports de production capitalistes, avec lesquels les forces productives modernes entrent périodiquement en collision.

Et s'il y a un domaine où la contradiction entre le caractère social et moderne des forces productives et le caractère privé et archaïque des rapports de production atteint le paroxysme, c'est bien celui du système monétaire international.

La théorie marxiste montre comment le développement de la circulation des marchandises a constamment contraint la société qui se heurtait à l'étroitesse de la monnaie marchandise — mettons

DANS CE NUMERO :

- Pour le 60^e anniversaire de la République hongroise des Conseils (p. 4 et 5).
- Dans les cinq continents : Iran, Espagne, Brésil (p. 3).
- Non au contrôle de l'immigration (p. 7).

l'or — à perfectionner les instruments monétaires. C'est ainsi que très tôt se sont mis à circuler des signes monétaires comme les pièces métalliques mais surtout plus tard les instruments de paiement comme le crédit commercial et, avec lui la lettre de change et le billet de banque qui en sont les formes développées. Ceci permettait de faire circuler

(Suite page 2.)

Le mensonge grossier de l'« Europe sociale »

Personne ne feignant de croire vraiment aux pouvoirs de la future assemblée européenne, la bourgeoisie ne met que peu de conviction à orchestrer la prochaine farce électorale. Elle ne se donne même pas la peine de masquer l'inégalité des chances et le barrage par l'argent — frais de candidature non remboursés au-dessous de 5 % des voix —, barrage que la malheureuse extrême gauche « parlementaire malgré tout » s'efforce de franchir en gémissant et en appelant « les révolutionnaires » à râcler leurs fonds de poches pour cette cause pourrie.

En revanche, l'ensemble des bourgeois européennes a fait de grands efforts de paroles pour faire croire que l'Europe rendrait possibles les améliorations sociales que le prolétariat de chaque pays voit sans cesse reculer à l'horizon : emploi, temps de travail, niveau des salaires...

De même que l'Europe remplacerait les conflits et la concurrence entre nations par une magique concorde (sans toucher pourtant en rien à la cause de cette concurrence, le capitalisme), de même elle promettrait aux travailleurs des acquis, qui auraient bien sûr le mérite d'être accessibles sans douleur, sans lutte, sans troubler la paix sociale et la bonne marche de la production.

Devant les représentants de la très compréhensible centrale syndicale DGB, Schmidt daignait reconnaître que la revendication des 35 heures n'était « ni incon-

(Suite page 6.)

Contre la répression bourgeoise une seule arme efficace : la force de classe !

Le résultat des procès en appel du 23 mars, au cours desquels les juges ont augmenté les peines d'emprisonnement de moitié ou du double (15 mois de prison dont 7 avec sursis pour G. Desraisse sont devenus 18 mois dont 10 avec sursis, 6 mois sont passés à 10 ou 12 mois fermes pour les deux immigrés M. Metboul et M. Ades-salam, entre autres) n'a fait que confirmer la fonction purement terroriste de l'appareil policier et juridique de la bourgeoisie. Les démocrates de toute espèce, eux, poussent des cris d'orfraie et voient une raison de plus de dénoncer l'influence de la RFA et du fascisme, et d'entraîner un peu plus les exploités dans la défense des « droits démocratiques ».

Ainsi, alors que les jeunes récoltaient à Paris 18 mois de prison, les travailleurs qui avaient tiré à la carabine dans le Nord sur des flics étaient condamnés à 6 mois. Les sidérurgistes arrêtés le 23 étaient remis très vite en liberté, leurs camarades ayant débrayé immédiatement et arrêté la production d'oxygène de leur usine. Sans oublier les 5 ouvriers arrêtés dans les bagarres de Longwy, qui ont été tout simplement relâchés... Voilà une preuve de plus que c'est la force qui peut faire fléchir la bourgeoisie et non pas la démonstration de l'innocence — même si nous ne refusons pas en général la démonstration de cette dernière.

Ce n'est pas en se cantonnant sur le seul terrain juridique comme le fait le Comité National pour la Libération des Inculpés du 23 Mars, constitué à l'initiative des syndicats et partis de gauche (voir la pétition dans Rouge du 19/5) qu'on aidera à mettre en œuvre une riposte efficace de

(Suite page 2.)

La campagne électorale européenne de LO et de la LCR

Un bon service rendu aux bourgeoisies d'Europe

Dans un article précédent (voir Le Prolétaire n° 287) nous avons montré que le mot d'ordre des « Etats-Unis socialistes d'Europe » est équivoque et impropre. Il estompe le fait que la victoire du prolétariat en Europe ne serait qu'un pas dans la lutte mondiale pour le pouvoir, aux exigences de laquelle il faudrait subordonner les réalisations socialistes locales. Il

La grande campagne menée pour les élections européennes par LO et la LCR sous le drapeau des « Etats-Unis socialistes d'Europe » ne laisse pas subsister la moindre équivoque : elle retire à ce mot d'ordre les derniers relents révolutionnaires et étale son contenu désormais purement réformiste et bourgeois.

D'abord, le fait même de cette campagne et son objectif sont révélateurs. LO explique parfaitement que le Parlement européen n'a ni pouvoir ni importance, et que les élections du 10 juin ne changeront rien à rien. Alors, pourquoi tout ce battage ? Pourquoi ces organisations, incapables de mener une campagne politique pour des objectifs de classe, mobilisent-elles toutes leurs ressources dans ces élections ? Leur plateforme commune serine la réponse comme un leitmotiv : « Tous ceux qui ne veulent plus... Tous ceux qui aspirent à... Tous ceux qui savent... Tous ceux qui pensent que... », tous ceux-là « doivent pouvoir le dire en votant... ». Bref, il s'agit d'une campagne d'opinion. Sans faire de propagande pour le socialisme en général — ce serait sans doute trop difficile — on présente aux travailleurs les charmes de « l'Europe socialiste » et

on leur demande de dire si ça leur plaît !

Ces partis qui se gardent bien de faire la moindre agitation sérieuse contre le contrôle de l'immigration, demandent aux prolétaires de voter pour « dénoncer le refus des bourgeoisies européennes de supprimer les frontières nationales, de permettre la libre circulation des personnes et des idées » (Plate-forme commune). Ils reconnaissent, certes, que « les bulletins de vote n'ont jamais changé la vie. Mais, ajoutent-ils aussitôt, ils permettent au moins de dire ce qu'on pense et ce qu'on souhaite » (LO n° 572).

Et que souhaite-t-on, et qui donc est ce on ? « Bien sûr, tous ceux qui aspirent à une Europe sans frontières ne sont pas forcément d'accord avec toutes les idées des révolutionnaires (chacun ses idées, n'est-ce pas ?). Mais ils doivent voter pour ces derniers, car les révolutionnaires sont les seuls à dire bien clair ce que tant de gens pensent et veulent » (LO n° 572). Parti apparemment des « E-U socialistes d'Europe », LO a glissé fort logiquement vers l'Europe tout court, vers « l'Europe sans frontières et sans patries ». LO peut appeler à ouvrir le Parlement européen « aux seuls partisans d'une Europe sans frontières » et, comme

escamote l'impérialisme de l'Europe et la responsabilité internationale de son prolétariat, la nécessité de sa liaison avec le jeune prolétariat du « Tiers Monde » dans une lutte mondiale où la guerre civile en Europe ne serait qu'une première bataille décisive.

lors des législatives, LO peut s'adresser aux « gens », aux honnêtes gens, aux braves ou aux petites gens. Quant aux prolétaires, pfiut !

Bien mieux, LO et LCR sont seuls capables d'exprimer clairement la revendication *bourgeoise* que nous dénoncions dans notre dernier numéro, celle d'une « Europe unie, libre et fraternelle » comme dit LO sans la moindre gêne, d'une Europe capable de résister à la crise, de tenir tête aux supergrands, de se partager ressources et débouchés, bref de s'imposer dans la concurrence capitaliste.

Ah mais non, dira LO, notre Europe à nous c'est « l'Europe ouvrière », c'est « l'Europe débarrassée des capitalistes », c'est « une Europe sans exploitation ». L'ennui, c'est que même cette perspective aussi mesquine qu'imprécise est coupée de toute orientation de lutte réelle, de toute mobilisation de classe du prolétariat. Elle ne figure dans leur programme et leur propagande que comme une simple « aspiration », un vœu pieux qui n'engage personne. Pratiquement, dans cette « Europe socialiste » l'adjectif n'est qu'un ornement attrappe-nigaud.

(Suite page 8.)

La fièvre de l'or, symptôme de la gangrène capitaliste

(Suite de la page 1)

bien plus vite davantage de marchandises que ne l'aurait permis le recours obligatoire à des pièces d'or à chaque changement de propriétaire de la marchandise. Mais en résolvant cette contradiction, l'économie marchande n'a pas seulement accéléré son développement : elle a en même temps créé la possibilité de manipulations monétaires et avant tout de crises monétaires.

Toute la circulation de la production sociale s'opère en effet grâce au crédit, qui correspond à la base d'une sorte de pyramide disposée à l'envers, dont la pointe est représentée par l'or marchandise, et maintenue en équilibre par la confiance dans la bonne marche des affaires : que cette dernière vienne à fléchir, et c'est toute la construction qui menace de s'effondrer.

Le capitalisme a porté le système à son comble. La monnaie moderne, celle qui fait circuler la masse des marchandises, n'est plus la masse des pièces métalliques ni des billets de banque, mais la monnaie scripturale, qui fait changer de mains la marchandise par un simple jeu d'écriture sur les livres de la banque. Or cette monnaie ne repose pas sur le crédit commercial, mais sur la puissance financière du système bancaire, qui résulte non seulement de la centralisation du crédit commercial mais également de la centralisation de l'ensemble du capital-argent de la société, et lui permet de prêter à découvert.

Avec cette monnaie construite sur un crédit reposant lui-même sur le crédit, le capitalisme paraît avoir surmonté toutes les limites que la forme antédiluvienne de l'argent met à la tendance au développement illimité du capital. Cependant, nous n'avons plus seulement la pyramide inversée de tout à l'heure : nous avons désormais une superposition de pyramides. Chaque étage, plus grand que le précédent, repose sur le précédent par son sommet. Que les profits escomptés deviennent hasardeux, le système de crédit se rétrécit et chaque capitaliste court après la valeur qui reste ferme dans ce monde vacillant, le métal précieux. Mais ce dernier ne fait plus circuler qu'une quantité infinitésimale de marchandises. Dès lors tout s'arrête, et la crise monétaire, provoquée par la crise productive dont elle est le reflet, renvoie

à cette dernière et aggrave encore ses effets catastrophiques. Tout le mécanisme social se grippe, les machines ne sont plus approvisionnées, les marchandises restent en stock, les bras ne peuvent plus s'employer.

Dire qu'aujourd'hui le spectre de la crise rôde de nouveau sur le monde épuisé par une accumulation trentenaire forcée de capital est un lieu commun. Un seul exemple, cette remarque des Echos du 21-5-79 :

« Personne n'aime les Cassandre. Surtout quand elles ont raison. Et le monde continue de courir allégrement vers sa perte sans se soucier du prix dont il lui faudra payer demain son insouciance d'aujourd'hui. Toutes proportions gardées, l'époque n'est pas sans rappeler les années folles qui précédèrent la grande dépression de 1929. »

★

Cependant les temps ont changé depuis 1929. Aujourd'hui le système monétaire présente encore un gigantesque degré de plus dans la construction de la Babel monétaire à l'envers. Hier, le sterling servait de moyen de paiement international, mais les soldes des balances des paiements étaient réglés en or. Avec la fin de la guerre et la victoire écrasante de l'impérialisme américain, le dollar est devenu monnaie internationale, se payant même le luxe de promettre par les accords de Bretton-Woods la convertibilité du dollar en or. Les monnaies nationales étant fondées sur le dollar censé être équivalent à l'or, toutes les grandes banques ont émis des crédits en dollars à découvert. La crise monétaire de 1971 a mis fin à ce système en promouvant le dollar au rang de monnaie mondiale unique... au moment même où il commençait à ne plus avoir les moyens de jouer ce rôle.

La lente remontée des concurrents japonais et européens — surtout allemand — est en effet le ver dans le fruit du système monétaire international ; en migrant lentement sa centralisation, elle risque de faire perdre tout l'équilibre précaire de cette superposition vertigineuse de pyramides inversées. Dès que de Gaulle voulut prendre l'Amérique au mot et réclama de l'or contre les dollars

en dépôt à la Banque de France, l'Amérique dut en finir avec le mythe de la convertibilité. Dans la « guerre monétaire » engagée depuis avec l'Allemagne et le Japon, les Etats-Unis n'ont provisoirement vaincu, en provoquant la réévaluation du mark et du yen, que par la puissance de leur chantage, économique et surtout étatique, bref, par la peur du bâton. L'Amérique a tenté de contenir la puissance commerciale de ses concurrents tout en maintenant ses avoirs financiers à l'étranger. Mais ce faisant elle a dû accroître la valeur de ceux de ses concurrents, tandis qu'elle n'a pu véritablement endiguer leur fantastique progression commerciale qui se transforme malgré tout en puissance financière. Au point qu'aujourd'hui l'importance du dollar risque de se restreindre en Europe avec la création de l'ECU et que les pays pétroliers hésitent de plus en plus à conserver sa place au dollar comme monnaie de réserve et se tournent vers le yen et le mark.

Et même si l'Amérique tente de détourner l'agressivité économique de ses puissants rivaux vers la Russie, cela ne l'empêche pas pour autant de leur livrer une guerre économique. C'est ainsi que devant les formidables tensions inflationnistes, notamment l'envolée du cours du pétrole accentuée par la « déstabilisation » politique de l'Iran, le monde entier se met à trembler devant les risques d'une crise financière profonde provoquée par la conjonction de cette hausse brutale avec le choc de la querelle Etats-Unis-Europe-Japon. Or les Etats-Unis, qui ne perdent pas le nord, sont en train de marchander dans les couloirs du Château de la Muette la promesse d'une réduction relative de leur consommation de pétrole contre la diminution par le Japon et l'Allemagne de la part des exportations dans la dynamique de leur économie. En un mot, ils ne trouvent pas d'autre moyen pour éviter le Charybde d'une nouvelle crise du pétrole que de se précipiter sur le Scylla d'une nouvelle crise productive...

On comprend donc que les différentes monnaies, lassées de sauter d'une devise à l'autre, se jettent ensemble sur l'or, avant même qu'avec la récession américaine qui s'annonce, le dollar ne réamorce une nouvelle chute. Le mythe d'un système monétaire international sans métal

jaune n'aura pas duré longtemps. « La forte hausse de l'or que nous constatons échappe maintenant à l'analyse logique », fait dire Le Monde du 23-5-79 à un de ses « spécialistes du métal précieux », sans doute trop spécialiste précisément pour voir que les accès de fièvre de l'or sont bien le symptôme pathologique, sinon logique, d'une profonde gangrène du système productif.

Sacrifiez-vous, prolétaires, encaissez les suppressions d'emplois, les baisses de salaire, l'accroissement vertigineux des cadences de travail, l'augmentation fiévreuse du travail de nuit, la suppression draconienne des « garanties » et avantages sociaux, subissez sans mot dire les à-coups des restructurations et les tournants brutaux du marché du travail. Courbez l'échine sous le fouet du despotisme d'usine renforcé, acceptez de laisser sacrifier vos frères étrangers, de renvoyer vos compagnes au foyer et de laisser patienter vos enfants sur le banc de l'école ou dans les terrains vagues ; acceptez tout cela sans broncher ! Soutenez par-dessus le marché l'effort de vos bourgeoisies pour se tailler des zones d'influence au détriment de leurs concurrentes, applaudissez à la mise sur pied de corps expéditionnaires « pour protéger les approvisionnements », collaborez au renforcement de la police et de l'Etat qui vous protégeront du « terrorisme » et des « fauteurs de troubles » ! Collaborez d'enthousiasme à cette politique aujourd'hui, prolétaires, et demain, avec l'amélioration de l'économie nationale, s'améliorera aussi votre sort. Voilà ce que serine à longueur de journée et de nuit dans tous les pays la propagande de la bourgeoisie, avec la complicité de ses larbins réformistes.

En réalité, l'horizon est lourd de sacrifices plus grands encore, exigés par un capitalisme qui n'a désormais d'autre issue à sa maladie incurable qu'une nouvelle saignée à laquelle il se livrerait par votre intermédiaire. Prolétaires, refusez de vous sacrifier au capital ! N'acceptez que les sacrifices qui servent votre classe, qui servent la lutte de défense contre les attaques constantes du capital, et le renforcement du parti de classe qui pourra faire de cette lutte quotidienne de défense un terrain de préparation de l'assaut révolutionnaire contre le monstre du capitalisme malade.

L'« Europe », c'est aussi la domination de l'Afrique

« Certes, des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances, disait Lénine en 1915. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente entre capitalistes européens... Dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées contre le Japon et l'Amérique, gravement lésés dans l'actuel partage des colonies et qui se sont renforcés au cours de ces cinquante dernières années infiniment plus vite que l'Europe monarchique arriérée, qui pourrait déjà de vieillesse » (Œuvres, tome 21, p. 354).

Certes, le tableau du monde est aujourd'hui différent, l'Europe se faisant sous l'égide des Etats-Unis contre la Russie. Mais son but est toujours « d'étouffer en commun le socialisme », tâche à laquelle elle se prépare par les lois communes « contre le terrorisme », et de protéger ses « colonies », en particulier l'Afrique, où elle se taille de 70 % à 80 % du marché des marchandises et

des investissements directs, le reste se répartissant entre les Etats-Unis, le Japon et dans une mesure encore très réduite la Russie.

Aussi n'est-ce pas tout à fait par hasard qu'au moment du grand cinéma des élections européennes, Giscard est allé parader au sommet « franco-africain » de Kigali, où il a proposé un « dialogue » Europe-Afrique-Pays Arabes qui, en utilisant en Afrique les capitaux arabes sous le contrôle des impérialismes européens — France d'abord, il va de soi — permette à ces derniers de maintenir leur place relative face à l'agressivité des Etats-Unis et du Japon.

Cette Afrique est bien au centre des marchandages avec les Etats-Unis qui doivent reconnaître à l'Europe sa « mission africaine » afin de mieux l'accrocher dans l'alliance « trilatérale » antirusse, ce qui met, d'un point de vue militaire, l'impérialisme français en avant. Comme l'a déclaré Brzezinski dans son interview du 2-5-79 : « L'Europe joue un rôle croissant dans les domaines relevant de l'économie mondiale et aussi de la sécurité régionale, comme par exemple en Afrique ». Naturellement, on ne s'est pas privé de discuter des questions de « sécurité collective » à Kigali, sécurité contre les luttes anti-impérialistes et contre le concurrent russe, sous la direction de l'impérialisme français, le plus intéressé à l'ordre établi.

L'OCT en décomposition

Décidément, l'OCT ne s'est pas remise de la grande déception des législatives. Après avoir perdu la moitié de ses militants l'an dernier, elle s'est, à l'occasion de son récent congrès, divisée en cinq tendances.

« A quelle sauce voulons-nous être mangés ? », telle est à peu près la question que se sont posées, plusieurs semaines durant, les tendances de l'OCT. Qui voulait la fusion avec la Ligue, qui se contentait d'une alliance, qui voulait étendre celle-ci aux CCA, aux libertaires, à « Communisme » et... on en passe, qui défendait, en dépit de tout, les « acquis » (on se demande lesquels, vu ce beau résultat) de « l'organisation ». Et tous de s'accuser mutuellement de « sectarisme caché », pour ne pas aller assez loin dans la voie de la

liquidation.

Dans la confusion générale, constate amèrement la rédaction de l'Étincelle, seules trois résolutions ont pu finalement être votées : une résolution « Action », et une résolution « Fonctionnement », et une résolution « Europe ». On peut se demander, entre parenthèses, comment peuvent s'entendre sur l'action et le fonctionnement des gens qui sont incapables de se mettre d'accord sur des questions aussi élémentaires que l'attitude envers la « gauche » et l'« extrême gauche ». Néanmoins, s'il est vrai que la troisième résolution a été adoptée, cela veut dire que du moins un principe est resté vivant : le chauvinisme anti-« Europe germano-américaine ». Allons ! tout n'est pas perdu...

Contre la répression bourgeoise, une seule arme : la force de classe !

(Suite de la page 1)

solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise. En effet une telle position n'aboutit pas à défendre les victimes mais la loi bourgeoise puisque ce sont uniquement les innocents que l'on défend.

Pour nous le problème est de résister à l'intimidation de l'Etat bourgeois en revendiquant une force qui emploie des armes comme la grève, la manifestation, l'action directe, et non pas des droits en général. Il s'agit d'opposer la force à la force. Mais on ne peut que dénoncer aussi les centristes qui comme Rouge trouvent une occasion de plus de réclamer l'unité avec les saboteurs : « Une seule réponse : pour la défense des droits et des libertés démocratiques, c'est l'unité de toutes les organisations du mouvement ouvrier, de toutes les organisations progressistes qui est à la hauteur du défi » (19-05-79) (Cette même LCR qui sert de bouclier aux CRS contre les autonomes !) En effet, que peut-on attendre de nouveau de gens qui réclament tous les jours le renforcement de l'Etat et appellent tous les jours à la répression contre les « casseurs » ?

La véritable solidarité doit en finir avec les pleurnicheries démocratiques, refuser de se laisser stériliser par les forces démocratiques et opportunistes et se placer résolument sur le terrain du renforcement des rangs prolétariens contre la bourgeoisie et ses valets.

Auschwitz ou le grand alibi

Brochure « Le Proletaire » n° 11
24 pages - Prix : 3 F.

En Iran se creuse le fossé entre bourgeoisie et prolétariat (1)

« Bourgeoisie et prolétariat sont enfants d'une époque nouvelle, [...] tous les deux tendent dans leur action sociale à éliminer le fatras hérité de l'ancien régime. Ils ont, il est vrai, à mener entre eux une lutte très sérieuse, mais cette lutte ne peut être livrée à fond qu'à partir du moment où ils se trouvent seuls en face l'un de l'autre. Le vieux bataillon doit être jeté par-dessus bord pour que le navire soit « paré pour le combat », à cela près que le combat ne se livre pas, cette fois, entre deux navires, mais à bord du même bâtiment, entre officiers et équipage » (1).

Si la maturation irrésistible du mouvement social a amené toutes les classes de la société iranienne à la nécessité de « jeter par-dessus bord » le « trône du paon », un tel objectif commun ne pouvait cependant avoir le même contenu, la même signification pour toutes les classes sociales, en particulier pour les classes fondamentales, le prolétariat et la bourgeoisie.

Nous avons vu précédemment que le mouvement économique du prolétariat le conduisait à poser spontanément des revendications politiques immédiates lui assurant plus de liberté de mouvement contre les capitalistes (liberté de presse, de réunion, d'association indépendante de l'Etat) (2), revendications qui l'obligeaient par elles-mêmes à s'affronter à l'appareil policier et militaire du Chah, et qui se traduisaient par les revendications de la dissolution de la Savak, de la levée de la loi martiale, et de la libération des prisonniers politiques. On pourrait ajouter que le besoin le plus impérieux de la classe ouvrière, pour renforcer ses rangs, est de lutter contre la discrimination qui frappe les femmes et contre la vieille tradition du chauvinisme *farsi* (perse) pesant sur les fortes minorités turkmène, kurde, arabe, turque et balout-

che, sans parler des travailleurs étrangers, notamment afghans.

Peu importe pour l'instant que l'idée que le mouvement se faisait de lui-même, idée conditionnée par les circonstances historiques nationales et internationales, n'ait pu alors dépasser la conscience naïve d'un mouvement d'unanimité populaire « contre la Cour vendue à l'étranger et le despotisme de la Savak et de la bureaucratie, édifice dont le Chah était la clé de voûte.

L'important est que dans les faits, le « départ » du souverain, exprimé sans la moindre révérence par le slogan populaire « mort au Chah », ne pouvait avoir d'autre signification réelle pour la classe ouvrière que celui de symbole d'une lutte bien plus vaste. Il s'agissait de la lutte contre l'oppression féroce d'un régime qui mettait les vieux restes du despotisme au service de l'accumulation non plus seulement primitive mais désormais élargie du capital, et au service de l'alliance d'une Cour dilapidant ostensiblement le travail social avec l'impérialisme faisant peser sur toute la société le rôle de gendarme régional dévolu à l'Iran. Il représentait d'autre part non un terme à sa lutte, mais la possibilité de conquérir une plus grande liberté de mouvement, un plus grand espace dans la lutte contre l'exploitation et l'oppression capitalistes, avant d'être en mesure de prendre lui-même le pouvoir, dans une montée prolétarienne internationale.

Il va de soi que le « départ du Chah » avait une tout autre signification pour les classes dominantes, et en particulier pour la bourgeoisie. Pour elle, il pouvait s'agir uniquement d'un changement de politique de l'Etat, de la fin de la domination directe et des privilèges politiques de l'impérialisme qui condamnaient toute la société à une insupportable marche forcée, de la réorientation de la politique

pétrolière et agricole. La raison en est que l'Etat était largement bourgeois, que les réformes successives entreprises sous l'égide de l'impérialisme en avaient déjà fait un instrument au moins théoriquement adapté aux besoins économiques et sociaux de la bourgeoisie non seulement financière mais également industrielle — d'ailleurs, plus ou moins liée à un capital d'Etat au poids démesuré — bien que dans une forme surannée et choquante pour elle. Bref, elle avait besoin du « départ du Chah », non comme point de départ d'un processus révolutionnaire qui mette l'une après l'autre toutes les classes et fractions de classe devant ses responsabilités politiques, mais comme point d'aboutissement de la transformation bourgeoise de l'Etat, comme complément libéral, on pourrait même dire comme justification populaire de la « révolution capitaliste à la cosaque » (3).

Bien qu'il soit difficile de trouver encore une adéquation parfaite entre les partis et les classes sociales, étant donné que la lutte politique entre les diverses fractions bourgeoises n'est sans doute pas allée jusqu'au bout, il n'est pas difficile de trouver dans le Front national une expression de cette force sociale et un symbole de sa profonde couardise politique, à travers la diversité de ses nuances, sauf peut-être pour son aile gauche, de nuance démocratique petite-bourgeoise. Ainsi le fameux Bakhtiar, hier passé par les prisons de Palhavi, a bien été exclu du Front national, mais son expérience de « transition constitutionnelle » (« le Chah doit régner, sans gouverner ») n'a fait que porter à ses ultimes conséquences une des hypothèses de la politique traditionnelle du Front national.

La preuve en est que même après l'établissement de la loi martiale, le leader de ce parti, Sandjahi, continuait à parler de maintien de l'institution monarchique.

C'est seulement la marche de la lame de fond populaire qui a contraint ce parti à désavouer Bakhtiar et à abandonner la monarchie. Voici ce que déclarait encore Sandjahi début janvier :

« M. Bakhtiar n'a pas analysé correctement les conditions et la situation prévalant dans le pays. L'accord du peuple est indispensable. Nous ne sommes pas nécessairement contre une monarchie constitutionnelle, mais malheureusement, le peuple estime qu'aucune réforme ne peut être réalisée avec le souverain actuel. Avec son fils, cela n'est pas impossible, c'est le suffrage universel qui en décidera » (1) (Le Monde du 5-1-79).

Nous avons analysé dans la série d'articles parue dans ce journal (4) les raisons qui ont mis en mouvement le Bazar. La moyenne et petite bourgeoisie indus-

(Suite page 8.)

(1) Engels, « La question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand », 1865, in Marx-Engels, *Ecrits militaires*, Ed. de l'Herne, Paris, 1970, p. 488.

(2) Voir « La classe ouvrière iranienne avant les « journées » de février », dans *Le prolétaire* n° 288.

(3) C'est le titre d'un article paru dans les nos 278 et 279 du *Prolétaire*, où nous reprenons le cours de l'histoire récente de l'Iran pour essayer de démontrer que les événements qui s'annoncent ne se replacent pas dans la phase ascendante de la révolution bourgeoise, comme ce fut le cas dans la Russie de 1917, mais dans la phase finissante de cette révolution, comme, si l'on veut, dans la France de 1848, sans toutefois que cette « queue de révolution bourgeoise » puisse malheureusement servir encore de tremplin au prolétariat pour s'« élancer à l'assaut du ciel » dans un délai historique bref.

(4) Voir à ce sujet les articles intitulés « D'où vient le poids du clergé iranien » dans *Le prolétaire* n° 277 et la deuxième partie de la « Révolution capitaliste à la cosaque » dans le n° 279.

Grèves ouvrières au Brésil

Il y a un an le prolétariat industriel de la région de Sao Paulo et du Minas Gerais avait déjà secoué vigoureusement la paix sociale instaurée en 1964 par la violence déchaînée de la bourgeoisie locale soutenue par l'impérialisme. Durant cette décennie de « miracle économique », le développement d'une importante industrie, la concentration et la naissance d'immenses masses de prolétaires, ont créé les conditions matérielles qui doivent permettre le déchaînement et l'exacerbation des antagonismes de classes.

Depuis le mois de mai 1978, le prolétariat brésilien n'a pas cessé de se mobiliser dans les zones industrielles du pays. Et, une fois de plus, au début de mars, les 200.000 ouvriers du complexe industriel de la banlieue de Sao Paulo sont entrés en grève illimitée. Malgré la mobilisation policière, malgré le sabotage de la « direction officielle » du mouvement (la soi-disant « opposition syndicale », composée de vieux bureaucrates syndicaux en voie de « démocratisation »), les ouvriers ont imposé contre vents et marées la poursuite du mouvement. Commencée le 8 mars, la grève s'est terminée le 27 avril, après que les ouvriers eurent obtenu le paiement des jours de grève et 63 % d'augmentation de salaire.

L'importance de ces premiers pas de la renaissance de la lutte du prolétariat brési-

lien dépasse largement le cadre non seulement local, mais aussi latino-américain. Dans une aire liée directement au gendarme en chef de l'impérialisme, c'est-à-dire aux Etats-Unis, les secousses prolétariennes au Brésil s'inscrivent dans la chaîne de révoltes qui, de l'Iran à la Tunisie, de l'Egypte au Pérou, font craquer, à la périphérie du capitalisme, l'Ordre international de la bourgeoisie, annonçant non seulement l'aggravation des chocs sociaux dans ces régions périphériques du capitalisme mondial, mais aussi l'irruption puissante de la lutte prolétarienne dans les centres névralgiques de l'aire impérialiste. Les sursauts intermittents du prolétariat espagnol, les flambées de colère du prolétariat en France, l'explosion de colère des mineurs américains, les luttes générales des travailleurs des hôpitaux en Italie, en Angleterre et en Espagne, et la lutte des sidérurgistes allemands au début de l'année, annoncent, timidement encore, la future reprise des luttes prolétariennes à une échelle beaucoup plus vaste.

La lutte de classe gagne des sphères de plus en plus larges de la planète ; le capitalisme suscite sa renaissance dans les zones où elle était assoupie, rendant de plus en plus concret le contenu international de notre programme : la destruction internationale du capitalisme.

Orgies démocratiques post-électorales en Espagne

Le rôle privilégié des élections est de détourner les prolétaires de la défense de leurs propres intérêts non seulement finaux, mais immédiats, aussi bien, et souvent encore plus, dans les jours qui les suivent que dans les jours qui les précèdent. D'abord, toute l'attention est concentrée sur les mystères du « verdict de l'urne » ; ensuite, sur la façon d'utiliser le verdict prononcé dans un but de conservation et, si possible, de renforcement de l'ordre constitué.

En Espagne, les élections politiques avaient sanctionné la perpétuation du système central de gouvernement inauguré par Suarez ; les élections administratives ont fourni, grâce à la « gauche », le moyen d'assurer la consolidation des institutions démocratiques à la périphérie de l'Etat. Apparemment divisés, Centre et Gauche ont ainsi démontré leur convergence pour se soutenir et se compléter mutuellement comme forces de sauvegarde du *statu quo*. C'est sous cet éclairage que prend tout son sens contre-révolutionnaire l'accord conclu le 18 avril entre les socialistes de Gonzales (le PSOE) et les pseudo-communistes de Carrillo (le PCE) pour un partage équitable des sièges municipaux et des postes de maire, accord qui a récompensé la Gauche de son échec aux élections générales et qui démontre une fois de plus la vocation conservatrice, et donc réactionnaire, des deux plus grands partis « ouvriers ».

L'accord est un mélange d'utopisme démagogique et de réalisme réformiste. Il se propose, à l'article 1, d'obtenir pour les communes l'autonomie administrative et financière promise par la nouvelle Constitution et, à l'article 2, de réaliser — comme se propose de le faire n'importe quelle force politique de type démocratique qui se respecte — un plan destiné à satisfaire « les besoins les plus urgents de la population ». Mais le véritable « clou » se situe dans les articles 3,

4 et 5. Le premier fixe comme objectif aux deux partis sur le plan administratif, non seulement la « démocratisation du fonctionnement interne des communes dans la recherche d'un équilibre entre les fonctions du maire et les pouvoirs du conseil municipal », mais encore, dans le cas des villes, la décentralisation d'un certain nombre de responsabilités dans les quartiers et districts. Le second les engage à « assurer l'efficacité, la transparence et l'honnêteté de la gestion municipale, en informant périodiquement les citoyens de toutes les questions importantes ». Le troisième annonce un développement de la « participation des citoyens à la politique locale à travers des commissions mixtes (communes - associations) pour l'étude et la solution des problèmes qui surgiront au fur et à mesure ».

Ainsi, les « citoyens » espagnols, « libres et égaux » quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent, jouiront, grâce à l'action conjointe des grands partis soi-disant ouvriers, d'un supplément de démocratie, honnête, efficace et directe, au niveau local, partie intégrante de la participation démocratique à l'activité législative, et si c'est possible, à l'activité exécutive centrale. Ainsi, avec la double illusion d'« avoir leur propre destin entre leurs mains », ils seront éduqués à considérer l'ordre bourgeois comme unique et éternel, et ses mécanismes comme le maximum de perfection auquel puisse se hisser le genre humain dans son chemin tourmenté. Loin de miner les bases de cet ordre, « socialistes » et « communistes » s'évertuent à le renforcer, et pour atteindre cet objectif grandiose, « ils comptent sur la collaboration de tous les citoyens et de l'ensemble des forces démocratiques ». S'il ne dépendait que d'eux, le capitalisme durerait éternellement. Heureusement, l'histoire n'est pas faite que par les classes dominantes et leurs laquais !

Centrafrique : un enfer sous la botte française

L'empire centrafricain : 1,8 million d'habitants dans un pays plus étendu que la France et l'un des plus pauvres du monde (PNB par tête avoisinant 230 \$ par habitant ; par comparaison : 6.550 en France) ; état de délabrement économique avancé : production de diamant inférieure en 1976 à celle de 1965 ; de coton inférieure à celle de 70 ; de café, stagnante.

Et pour arriver à ces résultats mirifiques dans des conditions de semi-esclavage colonial, la population est détournée de l'agriculture vivrière : production alimentaire par tête, 94 % en 76 par rapport à la moyenne 1967-75 ; quant au SMIC, il a dû être doublé après les récentes émeutes, passant de 100 F à 200 F par mois.

Naturellement, la domination française est écrasante : 90 % des ressources financières extérieures viennent de Paris, les investissements français dans l'industrie sont 52 fois plus importants que les investissements privés locaux, à peine perceptibles dans l'artisanat, les petits services et le petit commerce.

L'impérialisme français a soutenu Bokassa tant que c'était possible. Aujourd'hui, il cherche à s'en défaire, devant la situation d'émeute larvée et est en quête d'un nouveau fantôme. Notre solidarité à nous va aux masses exploitées qui se dressent contre l'impérialisme français et ses larbins.

Pour le soixantième anniversaire de

Le 21 mars était proclamée à Budapest la République des Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Soixante ans plus tard il est encore impossible de reconstruire avec un minimum d'objectivité les détails de sa courte existence (la République tomba le 1^{er} août). Ce que l'on sait de façon certaine — et c'est là la leçon qu'il faut rappeler — confirme encore une fois le rôle contre-révolutionnaire que joue nécessairement la social-démocratie, sous des formes différentes selon les circonstances.

Le gouvernement de coalition radical bourgeois-social-démocrate constitué en novembre 1918 après l'effondrement de la dynastie des Habsbourg avait tenté en vain de défendre les intérêts nationaux bourgeois en calmant et en réprimant à la fois les mouvements sociaux dans les villes et dans les campagnes. Mis dans l'obligation par un ultimatum des gouvernements de l'Entente de faire reculer, au profit de la Roumanie, les troupes hongroises de 50 à 80 km de la frontière, le président de la toute jeune République populaire hongroise, le comte Karolyi, avait démissionné « en cédant le pouvoir au prolétariat des Peuples de Hongrie », et avait demandé l'aide du prolétariat mondial pour que justice soit faite. Le 21 mars les sociaux-démocrates hongrois tiraient du geste dictatorial de l'Entente la conclusion, pour eux « insolite », qu'à la dictature on ne pouvait opposer que la dictature et ils offraient aux communistes, dont ils avaient arrêté les principaux dirigeants un mois plus tôt, de réunir les deux partis et d'exercer ensemble « tout le pouvoir » au nom des Conseils des délégués ouvriers, paysans et soldats.

Les communistes eurent la naïveté d'accepter la main qu'on leur tendait ; ils entrèrent dans le nouveau gouvernement des Commissaires du Peuple présidé par le social-démocrate Sandor Gabai. Béla Kun était commissaire aux Affaires Etrangères. Dans ce gouvernement, les communistes étaient minoritaires. Ce n'est que le 14 juin qu'un nouveau Conseil où les communistes étaient majoritaires prit les rênes du pouvoir, mais au nom du Parti Socialiste Communiste Unifié ! En fait il était trop tard pour empêcher les manœuvres intérieures des sociaux-démocrates, et les manœuvres extérieures des gouvernements de l'Entente visant à saboter les opérations militaires en Slovaquie puis en Roumanie, et trop tard aussi pour s'attaquer enfin à la destruction de l'ancienne armée et de l'ancienne bureaucratie impériales. D'autre part, si douloureuse que soit cette constatation, on comprend aussi que la dictature se soit trouvée « isolée » également par rapport

« La chute de la première République soviétique de Hongrie (cette première République tombée sera suivie d'une deuxième, triomphante) a démontré de façon frappante l'étendue, l'immensité du péril qui résulte de ce mal. Une série d'articles publiés dans l'organe central du Parti communiste autrichien, Die Rote Fahne, a révélé une des principales causes de cette chute : la trahison des « socialistes » qui s'étaient ralliés en paroles à Béla Kun et se déclaraient communistes, sans toutefois appliquer dans les faits une politique conforme à la dictature du prolétariat, qui hésitaient, se montraient pusillanimes, allaient trouver la bourgeoisie, parfois sabotaient délibérément la révolution et la trahissaient. Les tout-puissants forbans de l'impérialisme mondial qui entouraient la République soviétique de Hongrie (les gouvernements bourgeois de l'Angleterre, de la France et d'ailleurs) ont su naturellement tirer profit de ces hésitations au sein du gouvernement soviétique de Hongrie et l'ont fait sauvagement étrangler par les bourreaux roumains.

On ne peut douter que certains socialistes hongrois ne soient sincèrement passés du côté de Béla Kun et ne se soient sincèrement déclarés communistes. Mais le fond des choses ne varie pas pour autant. Celui qui se déclare « sincèrement » communiste et qui, au lieu de poursuivre une politique d'une fermeté impitoyable, d'une résolution inflexible, une politique de dévouement à toute épreuve, de hardiesse et d'héroïsme (car cette politique seule est conforme à la reconnaissance de la dictature du prolétariat), hésite en réalité et fait preuve de pusillanimité, accomplit par veulerie, par ses flottements et son indécision la même trahison que le traître authentique. Sur le plan personnel, la différence entre le traître par faiblesse et le traître par préméditation et calcul est très grande ; sur le plan politique, il n'y a pas de différence entre eux, car la politique décide en réalité du sort de millions d'hommes, et ce sort ne varie pas du fait que des millions d'ouvriers et de paysans pauvres sont victimes de traîtres par faiblesse ou de traîtres par intérêt » (1).

aux classes sur lesquelles elle reposait mais dont la situation n'avait pas changé de façon sensible. Mais le fait est que, non contents de s'être laissés lier les mains en s'accordant avec les sociaux-démocrates et en laissant accréditer l'idée de leur « conversion », ce qui avait retardé ou rendu même impossibles les mesures radicales qui s'imposaient dans l'économie, les communistes s'étaient exposés sans prendre aucune précaution à recevoir des coups de poignard dans le dos de la part des faux amis de l'intérieur et des ennemis déclarés de l'extérieur.

Sur le plan militaire lui-même, aux brillantes victoires du début succédèrent de graves revers puis de véritables débâcles. Le 1^{er} août le Conseil démissionnait. Le nouveau gouvernement entièrement social-démocrate constitué le 6 août cédera la place quelques jours plus tard à un gouvernement entièrement bourgeois et, le 20 août, à la dictature ouverte de l'amiral Horty. Sur la Hongrie s'abattit une terreur blanche, féroce, impitoyable. Budapest avait à peine connu la terreur rouge...

Lénine, qui avait accueilli avec une profonde inquiétude l'annonce de l'accord conclu le 21 mars entre Béla Kun et les sociaux-démocrates, mais qui avait dû s'incliner devant le fait accompli en

espérant que ses craintes seraient démenties, adressa le 27 mai aux ouvriers hongrois un vibrant *Salut* qui reste parmi les pages les plus hautes qu'il ait consacrées à la question de la dictature et de sa nécessité pour la victoire de la lutte d'émancipation du prolétariat. Nous ne pouvons mieux commémorer le 60^e anniversaire de la malheureuse Commune hongroise qu'en reproduisant les passages centraux de ce texte.

Après avoir montré que les événements des deux derniers mois confirmaient le fait que « aucun autre pouvoir, soutenu par les travailleurs, avec le prolétariat à leur tête, n'est à présent possible dans le monde, si ce n'est le pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat », Lénine poursuivait :

« Cette dictature suppose l'exercice d'une violence implacable, prompt et résolue, pour écraser la résistance des exploités, capitalistes, grands propriétaires fonciers et de leurs suppôts. Qui ne l'a pas compris n'est pas un révolutionnaire ; il faut le relever de son poste de chef ou de conseiller du prolétariat.

Mais ce n'est pas la violence seule, ni principalement la violence, qui fait le fond de la dictature prolétarienne. Son caractère primordial réside dans l'esprit d'organisation et de discipline du prolétariat, détachement d'avant-garde, unique dirigeant des travailleurs. Son but est de fonder le socialisme, de supprimer la division de la société en classes, de faire de tous les membres de la société des travailleurs, de priver de base toute exploitation de l'homme par l'homme. Ce but ne saurait être atteint d'un seul coup ; il faut, pour cela, une phase de transition assez prolongée du capitalisme au socialisme, parce que la réorganisation de la production est chose difficile ; parce qu'il faut du temps pour apporter des changements radicaux dans tous les domaines de la vie, et parce que l'immense force d'habitude de la gestion petite-bourgeoise et bourgeoise ne peut être vaincue que dans une lutte âpre et de longue haleine. Aussi, Marx parle-t-il de toute une période de dictature du prolétariat qui marque le passage du capitalisme au socialisme.

Tout au long de cette phase de transition, la révolution se heurtera à la résistance des capitalistes comme à celle de leurs nombreux auxiliaires, parmi les intellectuels bourgeois qui s'opposent consciemment, et aussi à la résistance d'une masse énorme de travailleurs, notamment les paysans, trop ébranlés par les coutumes et les traditions petites-bourgeoises qui, très souvent, s'opposent inconsciemment à la révolution. Les traîtres sont inévitables parmi ces couches. Le paysan, en tant que travailleur, se sent attiré par

le socialisme ; il préfère la dictature des ouvriers à celle de la bourgeoisie. Le paysan, en tant que vendeur de blé, se sent attiré par la bourgeoisie, le commerce libre, c'est-à-dire en arrière vers le vieux capitalisme « routinier », « traditionnel ».

Il faut la dictature du prolétariat, le pouvoir d'une seule classe, sa force d'organisation et de discipline, sa puissance centralisée s'appuyant sur toutes les réalisations culturelles, scientifiques et techniques du capitalisme, ses affinités prolétariennes avec la mentalité de tout travailleur, son autorité aux yeux des travailleurs de la campagne ou de la petite production, dispersés, moins développés, moins fermes politiquement, pour que le prolétariat puisse entraîner à sa suite la paysannerie et, en général, toutes les couches petites-bourgeoises. Ici, les phrases sur la « démocratie » en général, sur l'« unité » ou sur l'« unité de la démocratie du travail », sur l'« égalité » de tous les « hommes du travail », etc., etc., ces phrases pour lesquelles les social-chauvins et les kautskistes embourgeoisés montrent un penchant si marqué, ne servent à rien. Elles ne font que troubler la vue, aveugler la conscience, perpétuer la vieille stupidité, le croupissement, la routine du capitalisme, du parlementarisme, de la démocratie bourgeoise.

La suppression des classes est le résultat d'une lutte de classe longue, difficile, opiniâtre, qui après le renversement du pouvoir du Capital, après la destruction de l'Etat bourgeois, après l'instauration de la dictature du prolétariat, ne disparaît pas (comme se l'imaginent les vulgaires représentants du vieux socialisme et de la vieille social-démocratie), mais ne fait que changer de forme pour devenir plus acharnée à bien des égards.

C'est par la lutte de classe contre la résistance de la bourgeoisie, contre le croupissement, la routine, l'indécision, les hésitations de la petite bourgeoisie, que le prolétariat doit défendre son pouvoir, affermir son influence organisatrice, obtenir la « neutralisation » des couches qui, craignant de s'écarter de la bourgeoisie, le suivent d'un pas trop peu assuré ; il doit affermir la discipline nouvelle, fraternelle, des travailleurs, leur liaison solide avec le prolétariat, leur regroupement autour de lui, cette nouvelle discipline qui constitue la nouvelle base des relations sociales, à la place de la discipline féodale, la discipline de la faim, du « libre » esclavage salarié du régime capitaliste.

Pour supprimer les classes, il faut une phase de dictature exercée par une seule classe, précisément par celle des classes opprimées, non seulement capable de renverser les exploités, d'écraser sans merci leur résistance, mais aussi de rompre complètement avec l'idéologie démocratique bourgeoise, avec la phraséologie petite-bourgeoise sur la liberté et l'égalité en général (en fait, ainsi que Marx l'a démontré depuis longtemps, cette phraséologie signifie « liberté et égalité » des détenteurs de marchandises, « liberté et égalité » du capitaliste et de l'ouvrier).

Plus encore. Parmi les classes opprimées, seule est capable de supprimer les classes, en exerçant sa dictature, celle qui est instruite, unie, éduquée, aguerrie par des dizaines d'années de mouvement gréviste et de lutte politique contre le capital ; seule la classe qui s'est assimilée toute la civilisation urbaine, industrielle, du capitalisme évolué, la classe qui a la volonté et la capacité de la défendre, de sauvegarder et de développer toutes ses acquisitions, de les mettre à la portée du peuple, de tous les travailleurs ; seule la classe qui saura supporter tous les fardeaux, les épreuves, les revers, les grands sacrifices que l'histoire impose nécessairement à quiconque brise avec le passé et se fraie hardiment le chemin vers un avenir nouveau ; seule la classe dont les meilleurs militants ont voué haine et mépris à tout ce qui est petit-bourgeois et philistin, qualifiés si florissants parmi la petite bourgeoisie, les petits employés et les « intellectuels » ; seule la classe « aguerrie à l'école du travail » et qui lutte par ses actions révolutionnaires pour la destruction de toutes les

Voici le sommaire du n° 79 (avril 1979) de Programme communiste

- Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte et de l'émancipation du prolétariat.
- Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : Socialisme et nation — Guerre et révolution — Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale — Une première conclusion.
- L'Afrique, proie des impérialismes (3) : Les investissements étrangers en Afrique.
- Nouvelles des faux socialismes : A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation — Socialisme, ou production individuelle ?

« Lutte ouvrière » et le « socialisme particulariste »

Dans leur plate-forme commune, LO et la LCR en appellent à « tous ceux qui, aussi attachés qu'ils soient à leur pays, à leur région, à leur communauté, se sentent avant tout membres de la grande communauté humaine... » On pourrait croire que c'est simplement une clause de style, si LO ne revendiquait pas un pluralisme socialiste qui évoque les tristement célèbres « voies nationales ». Voici ce qu'on lit dans le n° 573 :

« Et dans un monde enfin sans frontières, c'est d'ailleurs vraisemblablement plus en s'enrichissant des langues et des cultures des divers peuples qu'en recherchant un dénominateur commun, une langue codifiée pour tous, obligatoirement plus pauvre, que se développera la compréhension entre les peuples. »

Voilà LO qui ressuscite (sans le savoir ?) une théorie de... Staline ! Lui non plus ne croyait pas à la formation d'une langue unique pour toute l'humanité une dans le communisme. Lui aussi croyait à la persistence des langues nationales, des cultures différentes, bref des peuples différents. On a les parrains qu'on mérite.

la République hongroise des Conseils

Camarades ouvriers hongrois [...] soyez fermes. Si des hésitations se manifestent parmi les socialistes qui, hier, se sont joints à vous, à la dictature du prolétariat, ou parmi la petite bourgeoisie, réprimez ces hésitations impitoyablement. A la guerre, lorsqu'un lâche est fusillé ce n'est que justice.

Vous faites la seule guerre légitime, juste, vraiment révolutionnaire, la guerre des opprimés contre les oppresseurs, la guerre des travailleurs contre les exploités, la guerre pour la victoire du socialisme. Tous les éléments honnêtes de la classe ouvrière du monde entier sont à vos côtés. Chaque mois rapproche la révolution prolétarienne mondiale.

Soyez fermes ! Votre victoire est assurée ! » (2).

Malheureusement, comme on l'a dit, les grands espoirs que la révolution hongroise avait fait naître dans le monde entier ne furent pas réalisés. La fin du régime des soviets à Budapest fut même précédée de l'éphémère République des Conseils à Munich le 2 mai et d'une tentative de putsch à Vienne le 15 juin. Sur l'Europe, et pas seulement sur l'Europe centrale, pesait d'un poids très lourd le retard dans la formation et dans l'intervention active du parti révolutionnaire. Généreuses dans leur élan, héroïques jusqu'au sacrifice, les masses prolétariennes étaient malheureusement condamnées à se battre sans direction sûre ou, pire, à être trahies par leurs dirigeants réformistes, prêts à prendre appui sur leurs incertitudes et sur l'immaturation des nouvelles recrues communistes. Le *Soviet*, organe de notre Fraction abstentionniste n'hésita pas un instant à en tirer la leçon pour la classe ouvrière italienne et du monde entier dans un article intitulé *La restauration bourgeoise en Hongrie* qui parut dans le numéro 33 du 10 octobre 1919 et que nous reproduisons ci-dessous :

« L'Entente peut bien être satisfaite et crier victoire. Le régime communiste en Hongrie est tombé après cinq mois d'existence. La petite flamme rouge que le prolétariat avait allumée au beau milieu de l'Europe près de l'immense flambeau lumineux qui resplendit sur son flanc oriental s'est éteinte. Le danger soviétique a disparu.

La révolution est arrêtée. Nous avons déjà rappelé dans un précédent article (3) que le mouvement révolutionnaire ne suit pas un cours régulier, une progression constante, mais avance par à-coups, subit des arrêts et peut même reculer provisoirement avant de repartir de plus belle. Si nous considérons la situation actuelle du mouvement révolutionnaire par rapport à celle d'il y a quelques mois nous devons reconnaître qu'il ne fait pas que stagner, mais qu'il recule.

La chute du mouvement communiste en

Hongrie n'est pas seulement un signe de ce recul ; elle aura une répercussion néfaste sur tout le mouvement.

Tous les fanatiques de l'action, tous les sentimentaux, tous ceux qui croient aux victoires faciles et qui se jettent dans le tourbillon révolutionnaire uniquement pour cette raison, tous ceux-là se retireront,

La période de transition du capitalisme au socialisme c'est la dictature ferme et disciplinée de la classe ouvrière, et d'elle seule

La bourgeoisie essaiera de tirer le maximum de profit de son regain d'énergie et de sa victoire. Tout en continuant à mentir effrontément et à masquer par des phrases hypocrites la vérité, ses différents gouvernements accentueront leur action contre la Russie révolutionnaire.

Il n'est pas impossible que l'un d'eux ait le courage de reconnaître que son but est d'étrangler le régime communiste russe. Déjà le ton employé par les hommes du gouvernement anglais ou français est plus ferme et plus explicite. Cela ne doit ni ne peut surprendre si l'on pense à la gravité du duel dans lequel la bourgeoisie est engagée et où elle sait qu'elle joue son existence. Même si elle arrivait à balayer le régime russe elle n'aurait pas gagné la partie. Celle-ci resterait ouverte jusqu'à ce que la bourgeoisie soit battue, mais la chute du régime russe retarderait certainement cette heure fatale.

Nous qui avons une foi pleine et entière en notre idéal, un idéal qui ne peut que triompher, nous pouvons pour cette raison même suivre avec sérénité les événements qui se déroulent. Nous devons essayer d'en tirer des enseignements qui peuvent nous guider dans les luttes que nous devons engager dans un avenir proche.

Nous devons surtout tirer des leçons des défaites pour en connaître les causes et voir les éventuelles erreurs commises afin d'éviter de les renouveler.

Si incomplètes que soient les nouvelles sur les circonstances exactes dans lesquelles est né et a vécu le gouvernement communiste en Hongrie, il paraît certain que, contrairement à ce qui s'est passé en Russie, où les communistes ont agi seuls en combattant contre tous les autres partis, surtout les partis soi-disant proches d'eux, en Hongrie il y a eu un accord entre les communistes et les socialistes démocratiques. Une situation du même genre s'est produite en Bavière où il y a eu un gouvernement de coalition entre les socialistes les plus avancés et les communistes, c'est-à-dire les spartakistes.

Cette coalition, au lieu de donner de la force au gouvernement en lui donnant un

abattus. Tous les tièdes qui professaient du bout des lèvres une amitié sincère pour le régime bolchévique tout simplement parce qu'il progressait victorieusement, parleront maintenant sans aucune retenue et tiendront un tout autre langage. Nous nous libérons peut-être des maximalistes de la onzième heure, et ce sera un grand bien.

plus large appui dans les classes populaires, a été une **grande faiblesse**, en ce sens que la réalisation du programme et la lutte contre les mouvements adverses n'ont pas été menées avec la décision qui est indispensable dans les heures difficiles.

La dictature du prolétariat a mal fonctionné précisément parce que ceux qui furent appelés à la faire fonctionner n'étaient pas tous des partisans décidés de la dictature. Les socialistes démocratiques, qu'il ne faut pas confondre avec les communistes et les bolchéviques, ont été partout ou bien hostiles dès le début à ces derniers, ou bien se sont alliés à la bourgeoisie ou, pire encore, quand ils se sont alliés aux communistes les ont constamment trahis. Ceci tant en Bavière qu'en Hongrie.

On ne peut pas comprendre autrement qu'après le départ des communistes, les socialistes, et précisément ceux qui étaient au gouvernement avec les communistes, soient restés à la tête du gouvernement hongrois et que l'Entente, qui avait combattu de toutes ses forces les communistes, ait reconnu le gouvernement suivant, quitte ensuite à en créer un tout à fait bourgeois.

De toute évidence l'accord avec l'Entente ne s'est pas fait après le départ des communistes, mais l'a précédé et il a servi à préparer leur chute. Ou'est-ce là, sinon une trahison perpétrée au sein même du gouvernement ? Et cette trahison, si elle tient peut-être à la personnalité de ceux qui l'ont ourdi est, en tout état de cause, la conséquence d'une profonde différence dans les programmes.

Le nouveau gouvernement socialiste révolutionnaire hongrois, composé en partie d'hommes qui faisaient partie du précédent gouvernement communiste sans être eux-mêmes communistes, a pris comme première mesure le rétablissement de la propriété privée que le précédent gouvernement avait voulu abolir.

Ce qui s'est passé dans ces pays où s'est produite une révolution prolétarienne doit servir de leçon. La profonde différence de programme entre les communistes et toutes les variantes de socialistes (qui usurpent en fait le nom de socialistes) ne permet pas une action commune.

Les communistes ont un but clair qui leur indique une méthode claire, qu'eux seuls peuvent suivre parce qu'elle découle du but à atteindre. Ils ne peuvent mettre en œuvre que l'intransigeance la plus absolue, cette intransigeance qu'un adversaire de mauvaise foi comme le député Labriola qualifie de sectaire — adversaire de mauvaise foi non parce qu'il parlerait contre sa conviction, mais parce que ce qualificatif lui sert pour jeter le discrédit dans la classe ouvrière sur la méthode communiste et sur les personnes qui la suivent.

Les communistes doivent repousser toute alliance qui serait néfaste, et parcourir seuls le chemin qui devra les conduire à la victoire, un chemin qui n'est pas celui des succès faciles et éphémères mais celui de la réalisation intégrale et rationnelle de leur programme organique » (4).

Depuis, et cela ne date pas d'alors, les qualificatifs de « sectaires », de « talmudiques », de gens abstraits, nous poursuivent. Mais l'histoire nous donne raison contre les non-sectaires, les non-dogmatiques, les gens soi-disant « concrets ». Les faits apportent de constants démentis à leurs prétendues « théories » et de constantes confirmations à notre théorie qui, elle, est vraie. Le malheur est que le prolétariat paie par des fleuves de sang, par des décennies de persécution et par le renvoi à plus tard de la victoire sur l'ennemi de classe, et donc par la rechute périodique dans le cataclysme de la guerre entre les Etats, la confiance qu'il met dans les méthodes démocratiques, gradualistes, légalistes, ainsi que dans ceux qui prônent ces méthodes.

C'est pourquoi ces pages d'histoire vivante nous parlent, et doivent parler à tous les prolétaires, comme autant de pages de science.

(1) Lénine, *Notes d'un publiciste*, 14 janvier 1920, *Œuvres*, tome XXX, pp. 366-367.

(2) Lénine, *Salut aux ouvriers hongrois*, *Œuvres*, tome XXIX, pp. 393-396.

(3) *Chi non è con noi è contro di noi*, article reproduit dans la *Storia della Sinistra Comunista*, 1912-1919, Editions Il Programma Comunista, Milan, 1972, pp. 412-413.

(4) Idem, pp. 412-415.

« La politique de bloc est en contradiction intime avec le régime de la dictature prolétarienne. Nous envisageons ici non pas un bloc constitué avec les partis bourgeois, il n'en saurait être question, mais un bloc de communistes avec d'autres organisations « socialistes » qui représentent à divers degrés les idées arriérées et les préjugés des masses laborieuses.

La révolution s'empare rapidement tout ce qui est instable, elle use ce qui est artificiel ; les contradictions que le bloc sert à masquer se découvrent sous la pression des événements révolutionnaires. Nous l'avons constaté par l'exemple de la Hongrie, où la dictature du prolétariat a pris la forme politique d'une coalition des communistes avec des socialistes qui n'étaient que les partisans déguisés d'une entente avec la bourgeoisie. La coalition s'est bientôt disloquée. Le Parti communiste a chèrement payé l'incapacité révolutionnaire et la trahison politique de ses compagnons d'aventure. Il est absolument évident qu'il aurait été plus avantageux aux communistes hongrois de venir au pouvoir plus tard, en laissant préalablement aux socialistes de la gauche (ceux de l'entente avec la bourgeoisie) la possibilité de se compromettre à fond. Il est vrai qu'on peut se demander s'il dépendait d'eux d'agir ainsi. Dans tous les cas, le bloc avec ces socialistes, qui n'a servi qu'à masquer provisoirement la faiblesse relative des communistes hongrois, les a, en même temps, empêchés de se renforcer au détriment de leurs alliés intempestifs et les a conduits à une catastrophe. »

(Trotsky, *Terrorisme et communisme*, 10/18, p. 169.)

Les cahiers du chauvinisme

Le PCF a l'habitude de lever haut le drapeau national. Il ne fait pourtant pas du nationalisme un principe. Qu'on en juge : « Le fait que le socialisme ne soit pas suffisamment développé dans une série de pays et qu'il y ait des facteurs historiques négatifs — et même nationalistes — prenant le pas sur la conception socialiste aboutit à une dénaturation du socialisme lui-même » (*France Nouvelle* n° 1744, 14-20 avril 1979). Pourtant, n'allez pas croire que cette remarque soit une autocritique. Il s'agit seulement de la dénonciation de l'agression chinoise au Vietnam. Sans doute, pour les plumitifs de cet infâme torchon, le socialisme est trop développé dans notre chère patrie pour que les bouffées d'humeur chauvine risquent encore d'en dénaturer la portée... Une telle idée ne peut bien entendu germer que dans la cervelle de mercenaires pour lesquels le socialisme n'est qu'une couverture des intérêts de leur propre impérialisme.

N'allez pas croire non plus que, sous prétexte de « voie nationale », le PCF accepte sans critique le passé national. « Certains héritages nationaux, peut-on lire dans *France Nouvelle*, n° 1739 du

12 mars 1979, ne facilitent pas le dépassement des oppositions tranchées et irréductibles : certains modes de pensée, non dialectiques, comme le mécanisme cartésien, certains mythes de la révolution prolétarienne (le grand soir), une certaine vue de la Révolution française, qui engendrent la croyance en la nécessité d'une dictature violente et radicale pour mettre à bas la domination de l'ancienne classe exploiteuse, qui constate l'importance décisive prise par la violence armée des masses, qui conserve la vision d'un jacobinisme centralisateur ».

Passons sur le refus du « mécanisme cartésien » dont la logique rigoureuse est sans doute condamnable si elle oblige à tirer du fait que l'Etat ne peut être réformé la conclusion qu'il faut le détruire. Les « héritages » que le PCF repousse sont justement ceux qui ont une valeur révolutionnaire, et en cela, précisément, une portée universelle et non nationale. Comme on voit, le chauvinisme du PCF ne l'aveugle pas au point d'oublier de séparer l'ivraie nationale et laisse au marxisme le grain révolutionnaire.

Questions de la lutte économique et syndicale

Le mensonge grossier de l'« Europe sociale »

(Suite de la page 1)

venante ni absurde... pourvu, naturellement, « qu'on l'envisage à long terme » ! Au même moment, Giscard d'Estaing honorait la semaine internationale du travail manuel de discours prometteurs. « C'est au niveau européen, dit-il, que nous trouverons la solution de certains problèmes sur lesquels nous avons buté jusqu'à présent ». L'Europe pourrait être pour les travailleurs « peut-être aussi la clef des progrès sociaux », en devenant, pourquoi pas, « l'Europe de l'emploi ». Et Giscard évoquait même une « européenne du travail à côté de l'internationale du travail [hélas bien assoupie !] », puisque « nos pays sont semblables et bien différents, d'autres plus lointains » [sic !] (*Le Monde* du 3 mai 1979).

Quel écho les syndicats donnent-ils à ces perspectives séduisantes ? Tandis que la CGT continue à agiter le flambeau national (tout en essayant plus discrètement de reprendre une place plus large dans le « concert » européen, par exemple dans la Confédération Européenne des Syndicats), la CFDT adopte une position plus voilée, sans être de nature différente. Elle prétend que ces élections « constituent un pas vers davantage de démocratie », à condition (condition nullement réalisée, mais qu'importe !) que « cette assemblée exerce un réel contrôle sur les institutions européennes ». Mais surtout, cet événement permettrait de « développer une conscience de classe européenne ». Conscience de classe européenne ? Fâcheux assemblage... Pourquoi pas « conscience de classe africaine, asiatique, néozélandaise, pan-américaine » ou... « française » ? Qu'y a-t-il là-dessous ? Et quel est, dans l'affaire, le « mot principal » ?

Il s'agit, déclarait déjà le Bureau National de la CFDT en mai-juin 77, de promouvoir « une Europe (...) indépendante des grandes puissances qui dominent le monde, au service des peuples et des travailleurs d'Europe » (souligné par nous). L'Europe d'abord, les travailleurs à la traîne... Montrant bien clairement la hiérarchie de ses préoccupations, la CFDT annonçait que « la communauté de classe (??) des travailleurs européens est indispensable à l'évolution politique de notre pays et de l'Europe ». Tout cela marque un sens solide de l'intérêt de certaines nations contre les autres (avec toute la phraséologie pacifiste qu'on vou-

dra), et en particulier (il serait bien injuste de douter du patriotisme de la CFDT), de l'industrie française « et » (s'il se peut) de ses travailleurs. Il faut voir avec quel zèle, en particulier dans la sidérurgie, la CFDT s'emploie à piloter la bourgeoisie à travers les écueils de l'industrie européenne, proposant créneaux et reconversions, avec (réalisme oblige), les inévitables restructurations... Quant aux luttes, rituellement évoquées, elle n'a à brandir au crédit de la Confédération Européenne des Syndicats (créée en 73) qu'un meeting international en novembre 75, une « journée d'action pour le plein emploi » en avril 78, et quelques tables rondes dont la tripartite de novembre sur le chômage, qui ont abouti à cette plate-forme aussi hardie que le discours de Schmidt : « Diminution de la durée hebdomadaire du travail VERS les 35 heures » !

Bref, au chauvinisme aboyeur du PCF et de la CGT, avec ses fétides relents de repliement boutiquier et d'appel à la division entre les ouvriers (*L'Humanité* du 3-7-78 n'a-t-elle pas, sans vergogne, qualifié l'entrée de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne dans le Marché commun, avec leurs trois millions de chômeurs de « véritable importation de la misère » ? !), à leurs appels burlesques au protectionnisme à sens unique, dans l'intérêt de leurs alliés chéris du petit et moyen capital, la CFDT, comme une partie du PS (l'autre se partageant la clientèle plus étroitement chauvine avec le RPR et le PC) oppose un européisme magique qui subordonne lui aussi le sort du prolétariat à des recettes bourgeoises. Au micro-protectionnisme, elle oppose le macro-protectionnisme, à l'esprit de clocher, un esprit de paroisse, ou même d'évêché, qui répond non aux intérêts du prolétariat de tous les pays, mais à ceux d'une fraction de la bourgeoisie nationale déjà suffisamment liée au capital américain ou allemand pour regarder plus loin et viser une politique industrielle à la fois plus sélective et plus réellement offensive.

Mais, de même qu'un Bergeron peut facilement ridiculiser la potion magique protectionniste du PCF, il suffit de porter les yeux au-delà des lignes bleues de Trafalgar ou des Carpates pour comprendre que les accords européens (déjà largement passés dans les faits du point

de vue de l'union douanière et de la concentration industrielle) ne réduiront en rien la concurrence toujours exacerbée avec les autres capitalismes — notamment américain et japonais. C'est-à-dire que subsiste la nécessité pour chaque bourgeoisie européenne de faire trimer toujours plus durement ses prolétaires, d'extorquer une plus-value accrue à un nombre réduit de travailleurs dans chaque secteur en jetant les autres à la rue. Là-dessus, Barre a aussitôt rétabli les faits et rappelé les « rudes nécessités » que tous les bureaux économiques bourgeois européens et mondiaux invoquent toujours sans fard surtout depuis la crise de 73-75 : les dirigeants de la Communauté européenne veulent bien « espérer » (c'est gratuit !) la semaine de 35 heures. Mais l'instituer « brutalement », et surtout avec *salaires maintenus* serait « entretenir une illusion », puisque « en l'état actuel des choses [c'est-à-dire étant donné les exigences de la production capitaliste, qui pèsent de plus en plus lourd] il serait très grave pour les industries européennes d'avoir à faire face à une augmentation de leurs coûts de production liée à une réduction globale de la durée du travail » (*Le Monde* du 9 mai 1979).

Le maître fait des effets de manche, mais le valet vient vendre la mèche ! Voilà l'« ouverture » que les prolétaires peuvent attendre de l'assemblée de leurs exploités en chef ! On leur laisse croire que, « tous ensemble », les pays européens ainsi rassurés (prétend-on) sur leur concurrence réciproque pourraient relâcher leur pression sur les travailleurs. Mais ils s'associeront au contraire pour demander plus de sacrifices face aux *autres concurrents* (sans compter la guerre commerciale qui subsistera entre eux). Comme ils s'associent déjà pour lutter contre les soubresauts du prolétariat européen et international. Comme ils coordonnent leurs polices et leurs juridictions pour faire la chasse aux terroristes et à *tout ce qui bouge*, aux applaudissements de l'opportunisme, qui en oublie de crier au viol de la souveraineté nationale (défense de la démocratie d'abord !)... Comme ils s'associent pour faire la chasse aux immigrés, à ces millions de travailleurs surexploités et pourchassés, surtout depuis 73, à travers toute l'Europe, dont la condition va en-

core s'aggraver, grâce aux législations perfectionnées, tel le projet de loi Stolér-Bonnet, un des plus beaux fleurons de la coopération européenne, qui puise œcuméniquement aussi bien dans la législation hitlérienne que dans celle de la Suisse démocratique, tout aussi féroce. A propos, la CFDT compte-t-elle ces prolétaires parmi les « travailleurs européens » qu'elle veut doter d'une « communauté de classe », elle qui s'est déclarée favorable au contrôle de l'immigration, et qui ne prévoit contre la chasse aux immigrés, avec les autres syndicats, que d'hypocrites « interventions » [...] auprès des instances internationales et communautaires au niveau européen [...] et des journées de sensibilisation en direction des émigrés » (sic !) (*CFDT Magazine*, mai 79) ?

Ni les ouvriers immigrés, ni les prolétaires surexploités, et demain chômeurs, n'ont rien à attendre des mirages européens, sinon un renforcement du blindage des Etats capitalistes qui, si divisés entre eux qu'ils soient (et ils le resteront), sont liés par la solidarité des intérêts de classe dominante et de la matraque.

Bourgeois et opportunistes veulent faire attendre aux prolétaires l'amélioration de leurs conditions de vie — et d'aucuns même de leur conscience de classe ! — d'une formule constitutionnelle bourgeoise : fédéralisme européen ou jalouse souveraineté nationale... L'unité de classe prolétarienne, dont la base matérielle est déjà donnée dans les faits par *l'unification des conditions d'exploitation et le brassage des travailleurs*, et qui dépasse les limites de toutes les frontières, même élargies à l'Europe, cette unité ne se fait pas dans les couloirs feutrés où les bonzes discutent avec les patrons de la meilleure politique industrielle, mais dans la *lutte pied à pied* pour la défense des intérêts propres de la classe ouvrière, pour le salaire intégral aux chômeurs, la réduction immédiate et BRUTALE du temps de travail, contre toutes les discriminations entre travailleurs exploités sur le même sol par les mêmes patrons. Et cette lutte exigera, pour déboucher sur une solution radicale, non une pâle concertation européenne, mais la direction *unique* d'un parti *mondial* doté d'un programme *international*.

Après la grève de début mars (Extrait du Bulletin PTT n° 19)

Bilan et perspectives pour la lutte dans les Postes

La grève des centres de tri de la région parisienne, début mars, a été à la fois une grande démonstration de combativité des travailleurs et une preuve éclatante de la politique capitaliste des directions syndicales. La révolte des travailleurs des postes, aiguisée par le combat magnifique des sidérurgistes lorrains contre les licenciements et la répression policière s'est d'emblée affrontée à l'alliance objective de l'Etat et des dirigeants syndicaux réformistes.

Ces derniers, non contents de refuser toute extension de la grève à la province, ont repris à leur compte la propagande du ministère contre les grévistes. On a vu ces « responsables » (partout pour FO, dans certains bureaux gares pour la CGT), dénoncer « l'aventurisme » des grévistes les plus déterminés, accuser la grève d'être « minoritaire », etc... [...] L'attitude des fédérations dans cette grève était largement prévisible, et s'inscrit dans le droit fil des principes et des méthodes que les réformistes préconisent dans les luttes syndicales.

Ces principes, ce sont avant tout la **défense de l'entreprise** et la recherche de la « négociation » à tout prix avec la bourgeoisie et son Etat (c'est-à-dire le maintien de la paix sociale).

Les dirigeants réformistes voudraient nous faire croire que nous, travailleurs du « service public », partageons avec l'administration, le devoir de défendre le « service public » contre les menaces du privé. Cette orientation les amène à subordonner la défense de nos intérêts d'exploités (salaires, conditions de travail, etc...), à la défense prioritaire de la bonne marche du service.

Or, nous travailleurs du « service public », n'avons pour défendre nos revendications et nos intérêts de classe d'autre voie que l'utilisation la plus large des méthodes de lutte

communes à l'ensemble des travailleurs soumis à l'exploitation capitaliste. Ces méthodes sont :

— l'union des travailleurs à la base par-dessus toutes les fausses barrières catégorielles et locales, sur la base de revendications unifiantes communes à tous (2.800 F mini, 500 F pour tous, diminution du temps de travail...);

— l'utilisation de la grève sans préavis ni limitation préalable de durée, coordonnée à la base et étendue le plus largement possible à tous les travailleurs exprimant les mêmes besoins revendicatifs;

— l'installation de piquets de grève massifs et déterminés pour bloquer réellement l'activité du service, convaincre les non-grévistes, riposter aux attaques des commandos patronaux ou des forces policières.

[...] Partout les grévistes n'ont, **dans les faits**, tenu compte que de la défense exclusive de leurs revendications communes et n'ont pas pour cela hésité à paralyser efficacement le sacro-saint « service public ». Et c'était bien là notre force, car derrière cette notion de « service public », se cachent évidemment les intérêts économiques des capitalistes qui pour traiter des marchés, écouler leurs marchandises, passer des commandes, bref assurer leurs profits, ont besoin d'un service postal stable, rapide et efficace, dont l'activité ne soit pas entravée par des grèves et des heurts sociaux.

C'est précisément à cette pression des patrons privés et des entreprises capitalistes, renforcée par l'intervention policière de l'Etat, qu'ont obéi les fédérations syndicales. [...]

C'est parce qu'elles sont d'abord au service de la défense de l'entreprise et de la bonne marche du « service public » que les directions syndicales ne pourront jamais

vraiment soutenir et organiser des grèves qui font peu de cas des intérêts de l'administration et de ses « clients » capitalistes, mais visent au contraire à bloquer le fonctionnement du service pour forcer l'administration et l'Etat à satisfaire nos revendications. C'est pour cela aussi qu'il est illusoire, comme l'a encore montré la grève de mars, de penser que même un fort mouvement des travailleurs à la base puisse contraindre les fédérations à renoncer à leurs principes de collaboration de classe. Ces organisations sont depuis des décennies vidées de toute vie réelle. Les liens directs entre sections syndicales de base sont depuis longtemps strictement interdits par les statuts et les appareils bureaucratiques. Les informations entre centres et bureaux sont soigneusement filtrées et déformées par les structures « responsables ». La vie des sections de base est étroitement surveillée et très souvent réduite pour l'ensemble des adhérents à la traditionnelle réunion annuelle de remise des cartes. L'activité de ces « structures » est entièrement forgée et orientée par l'idéologie réformiste de défense prioritaire du « service », et la recherche systématique du compromis et de la « négociation responsable » avec l'adversaire de classe, bref du maintien de l'ordre capitaliste. Ces structures sont donc bien incapables de véhiculer et de centraliser les réactions, les luttes, les grèves, la vie de classe réelle que peuvent promouvoir les travailleurs à la base. Et quand, débordés par cette base, comme en 1974, ces appareils syndicaux prennent officiellement la tête d'une grève, c'est encore une fois pour mieux l'orienter sur la voie de garage de la seule protestation dans l'attente d'une concession, non de l'organisation de la lutte pour faire céder l'adver-

saire.

[...] Une centralisation réelle des luttes futures, ainsi que le combat dans les sections syndicales de base contre l'orientation des fédérations, ne peuvent prendre appui que sur les liens directs que nous serons dès à présent capables de tisser entre tous les travailleurs décidés des PTT, mais aussi des autres secteurs.

C'est par le raffermissement et l'extension de véritables liens de classe entre travailleurs de la base, que l'information pourra réellement circuler d'un centre à l'autre, que les luttes locales ne resteront plus isolées, que la riposte solidaire à la répression et à l'intervention policière pourra vraiment s'organiser. Les travailleurs qui, dans les sections syndicales combattives et les groupes de non-syndiqués, revendiquent clairement l'utilisation de méthodes de lutte de classe directes et collectives (grèves sans préavis, piquets de grève, assemblée générale de tous les grévistes, etc...), **ont eux-mêmes la responsabilité, en dehors de tout contrôle des fédérations et contre elles**, de tisser, d'élargir et de sauvegarder ces contacts inter-centres et inter-bureaux nés de la lutte. Ce travail ne peut être accompli qu'en prenant comme base d'unification la défense de nos besoins communs et de nos revendications unifiantes, en rupture avec toutes les fausses oppositions de boutique syndicale, de catégorie, de localité que les réformistes perpétuent dans nos rangs.

C'est du résultat de ce travail à la base que pourra naître une nouvelle centralisation des luttes sur une orientation de classe et que dépend en grande partie l'issue de nos luttes futures et la constitution d'un front compact des travailleurs contre la pression du front commun bourgeois, administration, réformistes.

Seule la lutte contre le contrôle de l'immigration permet d'unifier la classe ouvrière et de combattre réellement le racisme !

Tel est le titre d'un tract diffusé par nos militants à un meeting parisien des « Permanences Anti-Expulsions », organi-

sation qui voudrait orienter la riposte à l'offensive bourgeoise contre les travailleurs immigrés sur le terrain d'un anti-racisme « en général ».

Seule la lutte contre le contrôle de l'immigration permet d'unifier la classe ouvrière et de combattre réellement le racisme !

La bourgeoisie française — comme ses sœurs des autres pays — attaque sur tous les fronts pour accentuer l'exploitation de la classe ouvrière. Les coups les plus durs sont portés aujourd'hui contre la partie la plus mobile de la classe : les travailleurs immigrés.

Les projets de loi (Bonnet, Stoléro) qui vont être discutés au parlement aggraveront encore le contrôle de l'immigration et renforceront le véritable état d'exception auquel sont soumis les travailleurs immigrés. Et si « l'opposition » (PC, PS) émet des protestations — purement verbales — contre les textes gouvernementaux, elle est pour le contrôle, l'arrêt de l'immigration, pour le numerus clausus dans les communes, etc. (voir les projets de lois du PC et du PS).

Or, qui dit contrôle, dit police pour contrôler, donc répression, refoulements, expulsions, bref, état d'exception légal.

C'est donc contre ce contrôle qu'il faut mener une lutte résolue, pour la liberté de circulation de tous les travailleurs. Sans cette liberté, il ne peut y avoir d'égalité totale des droits entre Français et immigrés.

Or, la lutte pour ces objectifs est vitale pour la classe ouvrière dans son ensemble, pour qu'elle puisse être unie face à la bourgeoisie.

Dans cette perspective, il n'y a rien à attendre des partis opportunistes et social-impérialistes (PC, PS) qui sont pour un contrôle strict de l'immigration en fonction des besoins économiques de l'impérialisme français.

Il n'y a rien à attendre non plus des directions réformistes CGT, CFDT qui négocient avec l'Etat et collaborent à la mise en place des mesures de contrôle.

Il n'y a rien à attendre des divers comités ou collectifs (comme SOS refoulements) qui rassemblent un grand nombre d'organisations sur une plate-forme presque vide, où l'on se contente de la défense de cas individuels, d'appel à « l'opinion publique », au respect du « droit » et de la « justice ».

Enfin, il n'y a rien à attendre des lamentations des « bonnes âmes antiracistes ». Dès que des « démocrates » — c'est-à-dire des petits bourgeois — se penchent sur le problème du racisme en général, le remède proposé est tout aussi terrible que le mal lui-même. En effet, quoi de plus faux que d'affirmer, comme le font entre autres les Permanences Anti-Expulsions, que la France est coupée en deux : d'un côté le « camp raciste » (toutes classes confondues) et de l'autre « le camp antiraciste » (toutes classes confondues) ?

De telles âneries ne servent et ne peuvent servir que la bourgeoisie. En taisant ainsi l'antagonisme irrémédiable — et cela dans tous les domaines — entre la bourgeoisie et le prolétariat, et en recherchant le soutien des « démocrates », « des bonnes volontés », des « gens » (!), des Français en général, les Permanences Anti-Expulsions ne font que reprendre sous un vernis « populaire » la propagande bourgeoise. Car n'est-ce pas elle qui fait en ce moment campagne contre « l'holocauste », pour « un dialogue entre Français et immigrés » ? La bourgeoisie sait bien faire la différence entre bourgeois et prolétaires même dans les nationalités qu'elle a dominées et continue de dominer politiquement.

Ce qu'elle cherche surtout, c'est à diviser les prolétaires dans la lutte contre elle en accentuant les différences de race et en exaltant chez les prolétaires « nationaux » le sentiment de supériorité nationale et raciale hérité de la domination coloniale.

Ce n'est pas tellement les idées racistes en elles-mêmes qui sont la cause de la division de la classe ouvrière. Elles apparaissent au contraire lorsque la classe ouvrière est divisée, abattue, et n'a pas conscience de sa force collective et des voies de la lutte indépendante, car c'est le moment où elle est la plus sensible à la propagande criminelle du racisme.

Cette division, cette démolition est aujourd'hui le fruit de 50 années de travail actif et criminel des partis « ouvriers » et des directions syndicales. Travail consistant

à diviser la classe ouvrière suivant l'âge, le sexe, la qualification, la nationalité, etc. 50 années de collaboration de classes. 50 années pendant lesquelles ces partis et directions syndicales ont répété à la classe ouvrière qu'elle avait des intérêts communs avec la bourgeoisie, lui faisant à la longue abandonner la confiance dans sa force, la conscience de ses intérêts propres, au nom entre autres du « Peuple ». Et c'est... au nom de cela que les Permanences Anti-Expulsions font aujourd'hui campagne, montrant ainsi leur mépris des besoins réels de la classe exploitée.

Ce ne sont pas de telles pleurnicheries démocratiques et humanistes qui font reculer l'Etat, ses juges et ses CRS, mais la force ! Et la seule force capable de s'opposer à l'application de ces lois bourgeoises, et plus généralement à toutes les mesures qui frappent les travailleurs immigrés, mais aussi les étudiants étrangers (circulaire Bonnet), c'est celle de la classe ouvrière, c'est la force des travailleurs organisés et unis sur les revendications communes à toute la classe.

Cette organisation il faut la construire à la base, en prenant appui sur toutes les luttes existantes, comme celle des résidents des foyers et de leur Comité de coordination, celle des postiers des centres de tri, celle des sidérurgistes, etc., en les aidant à s'organiser, à se renforcer et à se lier entre elles.

Ce patient travail est la seule voie pour briser le mur de l'isolement dont souffrent toutes les catégories ouvrières, et qui est le résultat du travail de division et de propagande chauvines des directions syndicales et des partis réformistes.

Il exige par conséquent la lutte sans répit contre l'Etat français et ses laquais social-impérialistes et social-chauvins.

Pour l'unité de classe entre prolétaires français et immigrés !

Pour l'unité internationale des prolétaires dans la lutte contre le capitalisme !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
(Paris, le 12 mai 1979.)

RÉUNIONS PUBLIQUES

● FAMECK (57)
le vendredi 8 juin, à 20 h 30,
au Centre Social

● BESANÇON
le vendredi 22 juin, à 20 h 30,
salle Ancien Poste, Grand-Rue
le vendredi 15 juin, à 20 h 30,

— Non au contrôle
de l'immigration !
— Vive la lutte des foyers
de travailleurs
immigrés !

*

● AMIENS
le mardi 12 juin, à 20 h 30,
salle Dewailly, place Louis-
Dewailly

● BORDEAUX
le vendredi 15 juin, à 20 h 30
Amphithéâtre Leroux, ancienne
Faculté Pasteur, Cours Pasteur

● NANTES
le vendredi 15 juin, à 20 h 30,
Centre social et culturel des
Bourderies, rue Saint-Brévin

● ROUEN
le vendredi 15 juin, à 20 h 30,
Salle Mac Orlan, Saint-Sever

Non au contrôle
de l'immigration !

*

● GENEVE
le samedi 9 juin, à 9 h 30,
Centre de loisirs des Asters,
35, rue Schaub

LES LEÇONS DE LA LUTTE
DES FOYERS SONACOTRA

L'oppression des prolétaires immigrés est semblable dans tous les pays

● Aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, les mesures Carter de 1977, qui avaient pour but officiel de donner enfin un statut aux immigrés « sauvages » dont on feignait de découvrir l'existence, se sont traduites par un renforcement de l'oppression et des vexations policières pour la majorité des immigrants (cf. *Le Prolétaire* n° 257) : plus d'un million d'arrestations aux frontières en 1977 et 78, surtout à la frontière mexicaine (contre environ 200.000 en 1968), camps de « triage » des illégaux sur une grande échelle, etc.

Selon les estimations actuelles, plus de 5 millions d'ouvriers mexicains travailleraient aux Etats-Unis dans des conditions illégales, malgré des contrôles qui prennent souvent l'allure d'une véritable chasse à l'homme. Ce qui prouve bien que toutes les barrières ne peuvent empêcher le mouvement irrésistible de l'émigration-immigration, engendré par les inégalités de développement capitaliste d'un pays à l'autre, et par les rapports d'exploitation des grands impérialismes comme les USA avec la classe ouvrière des pays voisins. Mais on n'en tirera nullement la conclusion qu'en tirent, bien légèrement, les maoïstes de l'UCF : « Inutile de lutter contre le contrôle de l'immigration et la fermeture des frontières, disent-ils, puisque les travailleurs « passent » de toutes façons ». En réalité, ce contrôle donne aux patrons des pays d'immigration, à l'Etat et à sa police tous les moyens, légaux et illégaux, pour terroriser et surexploiter les travailleurs étrangers, à l'aide du chantage à la dénonciation et à l'expulsion. Ceux-ci

n'ont pas de droit de grève, d'association ni de réunion, ont des salaires réduits à la discrétion du patron, des conditions de logement concentrationnaires dans la grande agriculture de l'Ouest ou dans les petites entreprises industrielles et artisanales qui les emploient en majorité, aucune forme de prestations sociales, des horaires et des conditions de travail « moyenâgeuses » (en réalité, capitalistes par excellence...).

Aujourd'hui, les journaux américains et européens (cf. *Le Monde* du 19 avril 1979) suggèrent que la situation des émigrés mexicains (tant pis pour les nombreux immigrés d'Amérique latine ou des Caraïbes) pourrait être améliorée par des négociations au sommet, maintenant que le Mexique dispose de l'atout du pétrole. C'est ce que bourgeois et opportunistes appellent en se rengorgeant « accords entre Etats dans l'intérêt mutuel »... L'Etat algérien en a donné un bon exemple, lorsqu'il a négocié avec l'Etat français la restriction de l'immigration à condition de pouvoir exporter son vin : dans ce type d'accord, l'intérêt des travailleurs ne pèse pas lourd face à celui de la marchandise ordinaire ! Les prolétaires immigrés ne peuvent espérer se défendre contre la surexploitation et le terrorisme d'Etat que par leur propre lutte, et avec la solidarité de leurs frères de classe, solidarité qui semble s'être manifestée dans certaines catégories de prolétaires américains (surtout des travailleurs agricoles, immigrés de la génération précédente), en dépit des bruyantes prises de position chauvines des syndicats officiels comme l'AFL-CIO en faveur du contrôle.

● Dans les pays arabes

Au moment où l'on assiste en Europe et en Amérique à une offensive capitaliste sans précédent contre les prolétaires immigrés menacés d'expulsions massives, les bourgeoisies arabes s'activent pour leur part afin de donner un coup d'arrêt aux mouvements migratoires dans le Golfe. Il est évident que le tremblement de terre social qui vient de secouer l'Iran n'est pas pour rien dans les craintes que ressent la bourgeoisie arabe.

Rien que depuis 1973 les entrées de main-d'œuvre dans le Golfe et en Libye étaient estimées à plus de 3 millions de prolétaires, dont plus d'un million pour l'Arabie saoudite, 400.000 pour le Koweït, 400.000 pour l'Etat des Emirats arabes unis, 350.000 pour la Libye, 74.000 pour le Sultanat d'Oman, 70.000 pour Qatar, 35.000 pour Bahreïn. Notons qu'il s'agit là des statistiques officielles qui ne tiennent pas compte de l'immigration clandestine, et donc des prolétaires qui travaillent au noir et qui subissent l'exploitation la plus sauvage et la répression policière systématique. La plupart des prolétaires immigrés du Golfe viennent des pays non arabes comme l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan, la Corée, Sri Lanka, mais il y a naturellement aussi ceux qui viennent d'Egypte, de Palestine et de Syrie, etc.

Le fait que ces prolétaires tiennent pratiquement en main les destinées d'un secteur économique aussi névralgique que celui du pétrole en dit peut-être long sur leur force potentiellement subversive. Mais il y a plus, le phénomène de l'immigration ouvrière est tellement

important dans le Golfe que souvent le nombre des habitants « autochtones » ne s'élève guère à plus de 1/5 du total de la population. C'est ce qui explique l'« ardeur » avec laquelle les bourgeoisies arabes entendent se prémunir contre tout mouvement venant de la part de ces prolétaires sans patrie.

C'est ainsi qu'en janvier dernier, les bourgeoisies arabes se sont réunies, avec la bénédiction des Nations-Unies, afin de coordonner leur offensive contre les prolétaires de toute la région. De là, toute la campagne de propagande ignoble déversée par les mass médias arabes contre les prolétaires « étrangers » du Golfe. C'est ainsi que les faux socialistes du Baas n'hésitent pas à écrire dans leur organe *At-Thawra* : « La vague d'immigration étrangère concentrée dans le Golfe menace, à la longue, l'arabité (!) de la région et annonce un danger imminent ».

C'est avec cynisme que les bourgeois arabes, à l'instar de leurs aînés européens, essayent de semer le poison de la division dans les rangs ouvriers. Il est clair que les prolétaires arabes n'ont rien à défendre dans l'« arabité » du Golfe.

Le capitalisme qui déracine des millions de travailleurs et les exproprie de leurs terres ne peut que les libérer en même temps que toutes les chaînes ethniques ou nationales en en faisant les membres anonymes d'une seule classe qui ne peut survivre et, à plus forte raison, s'émanciper qu'en luttant : le prolétariat. L'ennemi de la classe ouvrière est le même à l'échelle internationale. A elle de s'organiser autour de son parti de classe pour l'affronter de façon unie à l'échelle internationale.

En Iran se creuse le fossé entre bourgeoisie et prolétariat

(Suite de la page 3)

truelle, artisanale et commerciale, heurtée dans ses aspirations nationales par les privilèges impérialistes, concurrencée par l'ouverture en grand des frontières et par le développement du capitalisme d'Etat, a pris une part importante dans la lutte contre le « régime de l'étranger ».

Sans doute la haine des bazari vis-à-vis du régime était-elle immense et sincère. Comme on peut le lire dans une interview d'un Fedayin évoquant l'année 78 : « Les habitants de Qom disaient : « Les Fedayins sont musulmans », ce qui doit être compris comme un hommage rendu à leurs actions. Tous les Hadjis (riches bazari qui ont effectué le pèlerinage à la Mecque) se déclaraient prêts à aider les Fedayins car ils s'attaquent, disaient-ils, au régime qui est notre ennemi. Les gens disaient : les vrais musulmans sont des Fedayins tout en sachant que les Fedayins sont marxistes, car pour eux seuls les musulmans sont révolutionnaires » (5).

Cependant s'ils étaient moins portés à hésiter devant un mouvement populaire et radical, il est clair que leur aspiration ne pouvait dépasser également l'élimination des aspects odieux de l'Etat (notamment et surtout son aspect « étranger »). Surtout, leur lien étroit avec le clergé chiite a permis à ce dernier de servir de chapeau au mouvement populaire, auquel le bazar et la mosquée fournissaient un centre naturel et un des seuls lieux d'agitation politique permis par le despotisme du régime. Or ceci n'a été possible que grâce à la position « en pointe » d'une minorité de mollahs et d'ayatollahs (6) qui comme Teleghani et Khomeiny compriment rapidement que le Chah devait partir. « Avant que le khomeinisme soit largement répandu, poursuivit en effet l'interview précédente, la popularité des Fedayins était très grande parmi les musulmans ».

Mais là s'était arrêté le radicalisme du clergé, en particulier du haut clergé : 18 heures après le début de l'insurrection, alors même que la bataille faisait rage entre les compagnies des Immortels et la population venue au secours des homofars, Khomeiny déclarait dans une

allocation radiophonique : « Je n'ai pas encore donné l'ordre de la guerre sainte et je souhaite toujours que le peuple décide de son avenir légalement par voie électorale ». Pendant ce temps, « son porte-parole donnait l'ordre à la population de remettre les armes obtenues par l'intermédiaire des soldats et annonçait qu'elles seraient distribuées quand l'heure sera venue... » (Le Monde du 13-2-79).

Mais quoi qu'il en soit, qu'a fait le Bazar par l'intermédiaire de la hiérarchie chiite, sinon s'empresser d'associer à son pouvoir les représentants les plus authentiques de la bourgeoisie hyper-réformiste, comme Sandjabi, sans parler des personnalités d'ancien régime soigneusement cachées dans le très secret Conseil révolutionnaire islamique, le trait d'union entre les représentants de la bourgeoisie et le clergé organisé en « comités islamiques » étant assuré par le premier ministre Bazargan (7).

Tout ce beau monde était fin prêt à ramasser tranquillement le pouvoir des mains de Bakhtiar. Cependant, le prolétariat, les masses prolétariennes des villes et même une partie de la petite et moyenne bourgeoisie (8), aiguillonnées par la crise économique, avaient besoin d'une satisfaction rapide de leurs revendications. Or dès que le mouvement s'est porté contre le régime, la logique même de son développement et de son renforcement poussait à une issue populaire.

Lanternées pendant des mois et des

mois par la menace jamais mise à exécution de la Djihad (guerre sainte), les masses prenant confiance dans leurs forces, démontrées par la puissante grève générale où le secteur pétrolier a joué un rôle déterminant et par la dissolution grandissante de l'armée à la chaleur de leur mouvement, se sentirent d'instinct capables d'accélérer le dénouement du drame : le moyen d'en finir avec la Cour n'était pas d'attendre une énième réforme gouvernementale mais d'en découdre dans la rue avec les remparts du régime : l'attaque des homofars par les soi-disant Immortels en fournit l'occasion ; la meilleure manière d'assurer la libération des prisonniers était d'aller ouvrir les prisons ; celle d'assurer le respect du droit d'association était de s'armer : « qui a la force a le droit ! »

Par l'insurrection, le prolétariat n'a pas conquis le pouvoir ; il ne le pouvait pas : il n'a fait que pousser la bourgeoisie à réaliser au moins en partie par en bas ce qu'elle hésitait même à réaliser par le haut. Mais désormais, l'hypothèque du Chah est levée.

Sans doute la bourgeoisie est-elle encore moins encline qu'il y a un siècle à se débarrasser aujourd'hui du « vieux bataclan », de peur du prolétariat. Mais, malgré tout, elle a dû aller au pouvoir. Historiquement, le « conflit entre officiers et équipage » ne peut plus être retardé. Ainsi œuvre la « vieille taupe » de l'histoire.

(5) Le Quotidien du peuple du 21-3-79.
(6) L'aile « modérée » du clergé, largement majoritaire et représentée par Chariat Madari, l'ayatollah de Qom, se prononçait pour une formule tout à fait semblable à celle préconisée par la bourgeoisie constitutionnelle et le Front national : « le chah règne mais ne gouverne pas ». Quant à la base, la masse des 180.000 mollahs, sans parler des 60.000 étudiants en théologie, la grande majorité « était neutre dans le conflit qui opposait le Chah au peuple soulevé », déclare le fedayin interviewé (voir note 5). C'est cette « majorité silencieuse » qui a constitué l'ossature du service d'ordre des grandes manifestations qui ont précédé l'insurrection, puis des « comités islamiques » qui fournissent l'ossature du pouvoir « civil » actuel.

(7) Il est presque inutile d'ajouter que Khomeiny a conquis dès janvier l'appui entier du parti Toudeh (sous prétexte qu'« à l'étape actuelle de la révolution », tout le monde connaît la suite !), ce qui n'empêche pas Bazargan de rappeler publiquement que ce parti a trahi Mossadegh en 1953, et ce qui n'a pas suffi jusqu'ici à faire lever son interdiction. Voilà qui en dit long par conséquent sur sa servilité.

(8) Un prochain article sera consacré à l'attitude de la petite bourgeoisie « démocratique » dans le mouvement social, et en particulier à la critique du programme et des propositions des partis qui la représentent, parmi lesquels les Fedayin.

Un bon service rendu aux bourgeoisies d'Europe

(suite de la page 1)

LO est allé si loin dans cette voie que la LCR, qui a pourtant signé la plate-forme politique commune où ces positions sont déjà indiquées, essaie désespérément de s'en démarquer. La LCR s'est laissée acheter par LO : comment résister lorsqu'on vous offre une campagne électorale toute payée ? Mais la LCR se prostitue dans le style princesse russe : chien, tu as eu mon corps, tu n'auras pas mon âme ! C'est, d'ailleurs, l'attitude générale du centrisme : alors même qu'il se vend à l'opportunisme et fait ses quatre volontés, il croit sauver son « âme révolutionnaire » par quelques affirmations de principe.

La LCR ne craint pas de critiquer durement son associée et bienfaitrice, et combat sans difficulté l'idée qu'une Europe-Unie bourgeoise serait aujourd'hui progressive (Rouge n° 868) ; même le PCF est capable de rappeler cela. La LCR réussit même à escamoter discrètement

sa position d'il y a quelques années, où elle affirmait que l'impérialisme français n'est qu'un instrument des USA. Elle découvre que « loin d'être des « satellites » des USA, les pays impérialistes européens (...) sont devenus au contraire des concurrents beaucoup plus sérieux... » (Rouge n° 868). Mais, si elle reproche en somme à LO d'avancer une solution bourgeoise, que fait-elle d'autre lorsqu'elle réclame un « appui plein et entier à la campagne des révolutionnaires portugais, espagnols et grecs contre l'intégration de leur pays dans la communauté du capital », c'est-à-dire la CEE ? (Voir dans Rouge n° 868 le programme en 10 points de la IV^e Internationale en Europe). Que fait-elle d'autre que de se battre pour une certaine politique de ces Etats bourgeois ?

Mais, finalement, la grosse entourloupette de la LCR est la même que celle de LO, et porte sur la voie qui mène à ce qu'elle présente comme but. Elle proclame fièrement que « la lutte contre la division de l'Europe entretenue par les capitalistes et les bureaucrates (...) signifie la lutte pour la révolution socialiste » (Rouge n° 864). Mais elle confie la direction de cette prétendue lutte à « l'unité d'action des partis se réclamant du mouvement ouvrier » (Programme en 10 points), ce qui élève à l'échelle européenne l'affirmation que « l'alternative au pouvoir en place existe : c'est celle d'un gouvernement des partis ouvriers majoritaires, un gouvernement du PCF et du PS » (Inprecor n° 52, p. 22). Admirez au passage l'ambiguïté volontaire : partis ouvriers majoritaires et partis se réclamant du mouvement ouvrier, c'est tout un ! Rien d'étonnant si la IV^e prépare un « plan ouvrier européen contre la crise », version actualisée du programme de transition (Inprecor n° 52) qui

devrait servir de programme et de drapeau à ce prétendu « front unique ouvrier ».

Alors, il est ridicule de déclarer que « du RPR au PCF, en passant par l'UDF et le PS, tout le monde est d'accord sur l'essentiel : la sauvegarde de la société capitaliste » (Plate-forme commune). Il ne sert à rien de se prétendre « internationalistes », ne serait-ce, ô dérisoire, qu'à l'échelle européenne. Il ne sert à rien de mettre dans les « Etats-Unis socialistes d'Europe » l'accent sur *socialiste*, si on prêche la « propagande et, à l'occasion, [l']agitation systématique en faveur du gouvernement des travailleurs, de gouvernements des organisations ouvrières, (gouvernements travaillistes (sic !), gouvernements PS-PC-syndicats, etc., selon les pays et les circonstances concrètes) » (Inprecor n° 52, p. 9).

Car ces partis sont, eux, les champions indéfectibles du capitalisme et de l'impérialisme, nationaux ou européens. Toute leur action passée, présente et future vise à soumettre le prolétariat aux exigences bourgeoises, au besoin à coups de mitrailluses ! Prêcher « l'unité » avec ces partis-là, c'est ramener les prolétaires dans le giron des Etats bourgeois et de l'Europe bourgeoise.

A travers leur action commune comme à travers leurs disputes, LO et LCR travaillent dans le même sens. Sur le plan de l'action, même pour des objectifs élémentaires de classe, c'est zéro partout. Mais également sur le plan de la propagande, les uns et les autres ramènent les ouvriers sous la houlette bourgeoise. Les uns plus directement, grâce à une « Europe sans frontières » qui répond aux vœux des braves gens. Les autres indirectement, via le racolage pour les partis ouvriers bourgeois, à peine voilé par la phrase révolutionnaire.

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 10
(19 MAI 1979) DE

il programma comunista

- Rifommismo vecchio e nuovo al banco di prova delle elezioni
- L'ABC dei comunisti nella questione del parlamentarismo
- No alla farsa della democrazia rappresentativa!
- Sul lavoro nero: Alcune linee di indirizzo nella prospettiva della lotta anche in questa categoria di proletari
- Una premessa e alcuni dati sulla questione della droga
- Dall'economia capitalista al comunismo
- Vietnam: « Egemonismo » e riunificazione nazionale
- Cina: « Eden dei diritti innati dell'uomo »
- Sviluppo sul falso socialismo sovietico: Socialismo o produzione individuale?
- Sviluppo del movimento degli insegnanti precari
- Repressione e solidarietà di classe
- Vita di partito: Conferenza pubblica a Milano: Verso la terza guerra mondiale

*

Programme communiste

*

Communist Program

*

Kommunistisches Programm

Permanences du Parti

- EN BELGIQUE**
 • A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit le 11 juin et le 9 juillet, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.
- EN FRANCE**
 • A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 2, 16 et 30 juin, etc.
 • A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h. Café Le Lutetia, rue Saint-Lau.
 • A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
 • A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 2 et 16 juin, les 7 et 21 juillet, etc.
 • A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.
 • A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 3 et 17 juin, les 1^{er} et 15 juillet, etc.
 • Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 3 et 17 juin, les 1^{er} et 15 juillet, etc.
 • A Lille : tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe (en juin, juillet et août, la permanence aura lieu tous les quinze jours, soit les 6 et 20 juin, les 4 et 18 juillet, les 1^{er}, 15 et 29 août).
 • A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 3 et 17 juin, etc.
 • A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talencas, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 3 juin et le 1^{er} juillet.
 • A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
 • A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
 • A Roubaix : la permanence est suspendue de juin à août ; la reprise se fera en septembre (la permanence du 20 mai aura lieu comme d'habitude, de 11 h à 12 h au marché face à la poste).
 • A Strasbourg : tous les vendredis de 16 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.
 • A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin, tous les quinze jours, soit les 10 et 24 juin, les 8 et 23 juillet, etc.
- EN SUISSE**
 • A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE

Editions Programme
 32, rue du Pré-du-Marché
 1004 LAUSANNE

directeur-gérant
 F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
 232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
 paritaire de presse : 52926

Souscription permanente

LISTE N° 2

Aix : 20 ; F : 5 ; La Ciotat : 10 ; T : 100 ; Toulouse : 79 ; Angers : 553 ; Rouen : 350 ; Paris : 6.700 ; Toulon : 20 ; Lyon : 56 ; Lille : 215 ; Grenoble : 348 ; Pour la traduction de PROPRIETE ET CAPITAL : 50 ; Pour la traduction de la STORIA : 50 ; Un cheminot pour la presse du PARTI : 100 ; Barbiere : 23 ; Anita et Wanda : 100 ; Lagny : 340 ; Lecteur : 20 ; La Bresse : 130 ; Pour la presse : 80 ; Lecteur : 35.
 TOTAL : 9.384 F
 TOTAL PRECEDENT : 5.642 F
 TOTAL GENERAL : 15.026 F